

n° 761 — 4 F
DU 10 AU 16 NOV. 1977

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

PCF-PSU :
Constat des discussions



**la farce
du blocage des prix**



Compiègne : l'auto-gestion attire

Succès à Compiègne (Oise) aux six heures pour l'autogestion, organisées par l'UL-CFDT, le MAS, le MAN et le PSU. Plus de deux cents personnes ont participé au forum sur les luttes autogestionnaires à Louviers et sur les nationalisations. Christophe Wargny et Pierre Régnier ont animé ces deux débats qui furent l'objet de discussions intéressantes auxquelles participèrent de nombreux militants des organisations invitantes, des inorganisés et des membres du PS. Avec des options différentes certes. Mais on a approfondi les problèmes des indemnités, des droits des travailleurs, des socialisations et de l'approbation collective des moyens de production. En résumé, bonne journée pour les autogestionnaires de l'Oise. ■

La Rochelle à l'heure Lip

A Tours, Royer a dit « non ». A La Rochelle, Crépeau a dit oui. C'est donc dans une salle municipale que la vente des montres Lip s'est tenue, les services municipaux ayant été avertis par note interne du déroulement de l'opération. Preuve — s'il fallait encore la faire ! —, que municipalité de droite ou municipalité de gauche, ce n'est pas la même chose, que gouvernement de droite ou gouvernement de gauche, cela ne représente pas les mêmes possibilités pour les travailleurs. La vente a eu lieu sans incident. Qui a acheté ? Essentiellement des militants CFDT, CGT, enseignants...

Des mesures de sécurité avaient été prises. Deux jours avant la vente, les RG, sous prétexte de remettre à jour le fichier, avaient téléphoné à l'un de nous... pour connaître les noms des responsables fédéraux du parti !

Le jour de la vente, Lip en main — trois montres à chaque poignet (on avait un peu l'impression d'avoir des menottes !) — les militants ont présenté les montres : rien dans la loi n'interdit à un individu de porter six montres. Les commandes étaient passées, les livraisons suivraient... Le lendemain matin, deux d'entre nous ont été réveillés par la police qui avait relevé le numéro de leur voiture. Il va sans dire qu'ils n'avaient rien à déclarer et qu'ils n'ont pas signé le procès-verbal de la perquisition...

Et maintenant ? Peut-être une nouvelle vente en janvier-février prochain avec des travailleurs de Lip et en liaison si possible avec la CFDT. Dans l'immédiat commandez des *chômageopoly*, achetez les livres des Lip : *Lip au féminin*, *Lip affaire non classée*. Adresse ? PSU —, 12, rue Villeneuve — LA ROCHELLE. ■

Rencontre PSU-CFDT

Les deux délégations du PSU et de la CFDT qui se sont réunies le mercredi 2 novembre ont examiné la situation politique ainsi que les problèmes posés par la rupture des discussions relatives au Programme commun.

Cette discussion a montré l'importance des préoccupations communes des deux organisations. Se référant l'une et l'autre à la nécessité de construire le socialisme autogestionnaire, insistant l'une et l'autre sur la nécessité d'une convergence entre syndicats et partis de gauche dans le respect de leur indépendance mutuelle elles ne peuvent pas se satisfaire de la situation actuelle et ne pas chercher à la modifier.

Les deux organisations partagent également une même analyse des causes profondes des difficultés sur lesquelles la gauche vient d'achopper. Ces causes profondes qui sont liées à ce qu'a été dès 72 le Programme commun sur lequel la CFDT et le PSU portent des appréciations très proches.

Il est apparu clairement que les deux organisations considèrent au moins que le refus de modifier profondément l'orientation et la gestion de l'économie, une conception du changement « impulsée » par en haut, une insuffisante pratique de l'unité, ont mal préparé les partis de gauche à affronter les conséquences de la crise économique. Si la CFDT et le PSU n'envisagent pas de jouer un rôle « d'intermédiaire » entre le PCF et le PS il leur appartient en revanche d'agir pour permettre de reprendre la marche vers l'unité.

Les deux organisations disposent de deux atouts. D'abord n'ayant pas été impliquées directement dans le débat d'actualisation du Programme commun elles ont la meilleure capacité à prendre des initiatives. C'est pourquoi selon le PSU leur préoccupation doit être beaucoup moins de dégager les responsabilités des autres que de prendre les leurs.

D'autre part elles ne peuvent que constater que les revendications autogestionnaires qui sont les leurs viennent au centre des véritables débats politiques.

C'est pourquoi le PSU considère que non seulement lui-même et la CFDT, chacun à sa manière, mais aussi toutes les forces autogestionnaires ensemble peuvent lancer un véritable débat avec les partis qui ont signé le Programme commun en 72.

Tel est le sens des deux propositions faites par le PSU

1°) l'organisation de discussions ouvertes et unitaires notamment au niveau des entreprises pour éviter qu'au lieu de débats il n'y ait que des explications polémiques par chaque organisation à son propre usage

2°) l'invitation de toutes les forces populaires à des rencontres pour l'unité au niveau national au cours desquelles seraient posés les problèmes essentiels de la nécessaire sortie de la crise et l'avancée vers le socialisme. ■

à paraître
le 4 novembre
aux éditions Syros
dans la collection
« Histoire et théorie »
237 p - 29 F

*Pas d'histoire,
les femmes...*



Les femmes ont besoin de retrouver et d'écrire leur propre histoire, trop souvent oubliée par « l'histoire au masculin ». Trop souvent caricaturée aussi, comme si elle n'avait existé qu'à travers quelques épisodes héroïques de la lutte révolutionnaire et quelques personnages hauts en couleur. Dernier aspect de cette méconnaissance : l'idée, courante aujourd'hui, que le féminisme, fort du XIX^e siècle, ne serait sorti de ses cendres que vers 1970. C'est contre cette vision simpliste de l'histoire des femmes, et de leurs luttes, que s'élève Huguette Bouchardea. Souvent piégées dans les rôles qu'on leur assigne, les femmes sauront aussi en tirer des moyens pour leur libération. Réflexions sur le passé et analyse sur le mouvement actuel des femmes se répondent et font de ce livre bien autre chose qu'un aperçu sur des années mortes : des voies pour comprendre les aspects dispersés et divers des luttes de femmes d'aujourd'hui. ■

HUGUETTE BOUCHARDEA, née en 1935, mariée, trois enfants, est agrégée de philosophie, assistante en Sciences de l'éducation à l'université Lyon II où elle participe au Centre lyonnais d'études féministes. Militante du Planning familial, du MLAC (le GLACS à Saint Etienne) et du SGEN CFDT, elle est responsable des questions « Femmes » au Parti socialiste unifié.

● **Du vendredi 4 au samedi 19 novembre** : la fédération PSU de Marseille organise une information sur le nucléaire à partir de la projection du film *Nucléaire, danger immédiat*. Des débats ont lieu après chacune des projections avec des militants PSU et des militants écologistes. Le 14 à la Fraternité de la Belle de Mai, bd Burel, Marseille (3^e) à 20 h 30 ; le 15 à la MJC de la Pauline, Marseille (10^e) à 20 h 30 ; le 16 au Centre social Clair Soleil à Martigues à 20 h 30 ; le 17 à la MJC de la Corderie, Marseille (7^e) à 20 h 30 ; le 18 à la Baraque du Roy d'Espagne, Marseille (9^e) à 20 h.

● **Lundi 14 novembre (Paris 13^e)** : Le Mouvement français pour le planning familial organise un débat « Sexualité féminine et pouvoir gynécologique » à 21 h au CHU Pitié Salpêtrière, avec des médecins des Centres d'orthogénie et Jean Nicolas auteur du livre *Questions de femmes*

● **Mardi 15 novembre (Paris)** : Centre populaire de formation socialiste, cycle « Histoire », *Lénine* par Victor Fay. Au CREFA, 78, rue de Sèvres (7^e) (M^o Duroc). A 19 h.

● **Vendredi 18 novembre (Paris)** : Centre populaire de formation socialiste, cycle « Economie », *Salaires/inflation* par Yves Barou. Toujours au CREFA (voir le 15 novembre), toujours à 19 h.

● **Samedi 19 novembre (Versailles)** : de 14 h à 20 h, six heures de libre parole organisées par 25 associations de Versailles et ses environs (handicapés, drogue, prisons, tiers monde, immigrés, Droits de l'Homme, famille). Expos, films, musique, buffet. Tout cela au Centre Huit, 8, rue Porte de Buc à Versailles.

● **Mardi 22 novembre (Rennes)** : Les mardis du CRIDEV (Centre rennais d'informations pour le développement). « Partis politiques et tiers monde (111) à l'Office social et culturel, 6, Cours des Alliés de 20 h 30 à 23 h 15.

● **Vendredi 25 novembre (Rochefort-sur-Mer)** : états généraux locaux, organisés par la section PSU. A 21 h au Palais des Congrès rencontre des sections locales de la CFDT, du SGEN CFDT, d'Ecole émancipée, de la CSCV, des élus autogestionnaires, du FOL, de militants antinucléaires, de parents d'élèves de la fédération Cornec, du MAN. Cette rencontre devrait permettre la préparation d'états généraux pour l'autogestion au niveau fédéral.

● **Dimanche 27 novembre (Paris)** : de 9 h à 17 h au Palais de l'UNESCO, rencontre nationale de la Confédération natio-

nale du logement (CNL) ouverte à tous ceux qui souhaitent que s'établisse dans notre pays une véritable politique sociale du logement.

● **Rochefort-sur-Mer** : tous les mercredis de 17 h à 19 h la CSCV, nouvellement créée tient des permanences à la maison des syndicats, 37, rue Pujos à Rochefort.

● **Les 7 et 8 janvier** se tiendra à Nîmes une conférence nationale Sport et autogestion et ce dans le prolongement des états généraux. Il n'est pas trop tôt pour envoyer toute contribution ou réflexion à J.J. Cléry, 9, rue Borromée 75015 Paris.

A NOS CORRESPONDANTS

Nos correspondants, tant à Paris qu'en Province, sont priés de bien vouloir nous faire parvenir toutes les informations concernant la rubrique « calendrier », au plus tard le mardi. Tribune socialiste, rédaction, 9, rue Borromée, 75015 Paris, tél. 566 45 64. N'oubliez pas de préciser l'heure, l'adresse précise, le contact éventuel... sinon ce ne sera plus un calendrier, mais une devinette ! ■

humeur

1988 : l'écologie majoritaire

18 septembre 1988

A quatre mois des élections législatives anticipées, la grande inconnue de cette nouvelle consultation reste le comportement des nouveaux venus sur la scène politique : à savoir les Amis du socialisme, le Mouvement Socialiste et les divers petits groupes et comités qui ont formé avant l'été le cartel électoral *Socialisme 88*. Ils représentent, c'est certain, un impact nouveau dans l'opinion publique. Mais depuis un an déjà les partis au pouvoir et ceux de l'opposition ont tenté, par des actes ou par des promesses, de ré-introduire la dimension ou la problématique socialiste ou socialisante dans leurs programmes.

Le premier de tous à réagir il y a déjà plus d'un an a été le PC, le Parti Communécologique, qui, a grand renfort de preuves et de citations des grands anciens du Parti a tenu à prouver au peuple de France qu'il pensait au socialisme depuis longtemps et que Marx, Lénine et Marchais eux-mêmes avaient été socialistes. Un héritage qui, à quelques variantes près, a été revendiqué également par la SFIE, la Section Française de l'Internationale Ecologique, le successeur du PE. Ses dirigeants ont affirmé que s'il n'avait tenu qu'à eux le régime écologique sous lequel vit le pays aurait été guidé depuis longtemps vers un socialisme à visage humain, vers une écologie socialiste qui aurait permis de distribuer équitablement la jouissance de la nature et des séjours en exploitation agricoles. Dans ce concert de promesses, on a peu entendu d'autres petits mouvements : tout d'abord le Mouvement Ecologique de gauche et le PSU, le Parti Socio-écologique Unifié. Le premier qui vient de ré-élire à sa présidence un herboriste de Rodez explique dans son manifeste que derrière son écologie raisonnable il y avait de toute évidence une aspiration au socialisme, un socialisme raisonnable lui aussi. Pour le PSU le problème est simple : « nous avons dit il y a plus de dix ans que l'écologie et le socialisme étaient deux options inséparables et que les mesures écologistes du gouvernement ne pouvaient pas être confondues avec des options écologiques ».

Des reproches et des promesses avec lesquels la droite n'est évidemment pas d'accord. Ni le RPRE, le Rassemblement pour une République écologique, ni le PER, le Parti écologique Républicain, n'acceptent de voir tenues pour quantités négligeables toutes les lois

écologiques votées depuis six ans par l'Assemblée nationale. L'essentiel disent ses partisans et leurs alliés centristes présidés par Philippe Saint-Marc, l'auteur de la Socialisation de la Nature, est que nous ayons fait de bonnes lois écologiques ; et ré-introduire le vocabulaire du socialisme, le vocabulaire de la droite et de la gauche de la V^e République, contribue à jeter le trouble dans les esprits. « Nous risquons, a dit le chef de files des écologistes de la majorité, de voir remettre en cause un équilibre qui était devenu naturel. La France est le pays de la liberté écologique et doit le rester, la France est le pays de l'écologie responsable qui ne remet en cause aucune des traditions fondamentales de notre nation, et elle doit le rester ».

Un discours qui ne convient pas à l'opposition écologique qui, justement, affirme désormais que c'est au moyen du socialisme que l'on mettra un peu de justice dans ce régime dominé par l'écologie des banques et des patrons.

Les protestations de socialisme des uns et des autres partisans d'une voie française pour l'écologie montrent que tous ne voient pas sans inquiétude se lever la contestation socialiste. Son argument est aussi simple que connu désormais : l'écologie majoritaire au sein des partis a servi à masquer d'autres problèmes, d'autres difficultés. Elle a servi à perpétuer l'ordre et le système ancien sous couvert d'une protection de la nature : le gouvernement de Salut Ecologique a été un compromis historiquement désastreux.

Il y a huit jours, on a appris, dernière péripétie spectaculaire de cette nouvelle émergence politique, que Brice Lalonde (1), un des responsables du PSU, venait d'adhérer aux Amis du socialisme et va devenir le porte parole de *Socialisme 88*. A la sortie de la conférence presse il a déclaré : *les socialistes sont la majorité de demain.*

C.M. VADROT ■

(1) Le 5 novembre 1977, Brice Lalonde avait déclaré 3 ans avant la formation du Gouvernement d'Union Ecologique : « Tout se passe comme si la politique éclatait. A proprement parler il n'y a même plus de politique, c'est-à-dire plus de choix, puisque les partis qui veulent résumer la politique sont également consternés et impuissants devant la dramatique agonie du monde industriel (...) les écologistes seront la majorité de demain. »



Chapeau, mais que de « culturel » !

Coup de chapeau pour le tour de force hebdomadaire des camarades de la rédaction. Quelques réflexions quand même :

— Sur le format : un peu riquiqui pour une vente militante à la criée ; mais plus pratique que la vente de la main à la main dans les entreprises, c'est vrai.

— Sur le contenu : pas assez d'analyses ou de réflexion PSU qui disparaissent au profit d'analyses de sondages à « fiabilité » non précisée, d'interviews de penseurs type Touraine, ou de chanteurs, d'une rubrique culturelle trop importante par rapport aux coupes sombres dans les rubriques consacrées aux luttes dans les entreprises — rubrique culturelle s'attachant par ailleurs trop aux spectacles, pas assez à la culture quotidienne...

— Sur la Une agrandir le sigle PSU et faire attention que « Tribune socialiste » se détache bien quand le fond est foncé.

L. MAILLOT ■

J'ai honte

Dans l'entreprise où je travaille, je vendais cinq à six exemplaires de *TS*. Maintenant j'ai honte de *TS* : Il est vide de tout contenu. Je ne suis pas un adhérent du PSU. Je suis délégué d'une section syndicale CFDT qui comporte 42 adhérents sur 102 employés. Actuellement 40 agendas CFDT sont commandés. Alors *TS*, qu'est-ce que c'est ? Il équivaut à 8 pages de *Libé*, pour 4 F. Les militants de ma section CFDT ne l'acceptent pas. En revanche, le truc « appel » a eu beaucoup de succès. Ainsi que les montres Lip : 18 ventes le mercredi 19 et il y a maintenant des commandes.

Peut-être pourriez-vous faire une enquête sur les responsabilités de vos adhérents et de vos sympathisants dans les entreprises ? Par exemple combien y-a-t-il de délégués syndicaux, délégués du personnel, suppléants aux délégués du personnel, élus au CE comme

titulaires et suppléants ? Cette enquête permettrait de dresser une image beaucoup plus nette du PSU dans les entreprises.

J.-M. ANTOINE ■

Réveillez-vous !

La bande à Baader, maintenant tout le monde connaît ! Elle ne nous a d'ailleurs rien fait à nous Français. Nous avons en revanche eu le triste privilège de subir les dévastations de la bande à Martin Schleyer. Cela se passait dans les années 1939-1945. Faut-il rappeler aux âmes sensibles que cet officier de SS, grand responsable nazi, devenu patron de l'industrie allemande, à qui l'on vient de faire des funérailles nationales, était de ceux qui ont répandu la terreur sur toute l'Europe ? Vingt millions de morts, c'est là le bilan de ces bâtisseurs d'un nouveau monde, celui de *Mein Kampf*. Parmi ces disparus, mes camarades de lycée, accrochés un 9 juin 1944 aux consoles des balcons de Tulle sous l'œil hilare des SS de la division *das Reich*.

Ames sensibles, nous comprenons fort bien votre indignation devant les détournements d'avions. Mais souvenez-vous de l'arrogance de ceux qui faillirent transformer la planète en un vaste charnier, avec l'appui d'une petite minorité de collaborateurs fanatiques qui hurlaient à la mort devant les « terroristes » de l'époque — nous, les résistants et maquisards...

Ames sensibles, vous avez protesté quand des associations de résistants ont demandé l'extradition du bourreau de Tulle et d'Oradour, le SS Lamerding, mort tranquillement dans son lit. Vous avez recommencé quand on a dérangé ce colonel SS évadé récemment d'un hôpital italien. Mais que dites-vous quand Klaus Croissant, qui n'a fait que son métier d'avocat en dénonçant le système d'oppression qui règne en Allemagne, doit être jugé, pour crime de lèse vérité je suppose ?...

Au fait, avez-vous protesté lorsque le Viêt-nam était mis à feu et à sang sous les bombes américaines ? Avez-vous protesté

contre les ratonnades et les bombardements au napalm sur des mechtas algériennes ? Contre la répression menée à Madagascar en 1947 (8 000 morts sur le terrain) sous la haute direction du ministre MRP de l'époque, Pierre de Chevigné ? Contre le massacre des peuples africains par les armes fabriquées en France pour les racistes d'Afrique du Sud ou les rois fantoches ? Contre l'anéantissement du peuple palestinien ? Contre le génocide programmé de la race humaine par bombe atomique ou centrale nucléaire interposées ?

Alors, consciences endormies, réveillez-vous avant qu'il ne soit trop tard. Avant que l'Europe du grand capital, toujours déguisée en défenseur des libertés, n'ait mis définitivement au point la collaboration entre toutes les polices dans une vaste « chasse aux sorcières » contre tous les opposants, syndicalistes, grévistes, citoyens contestataires, membres de partis politiques.

Si vous continuez, par votre silence et



vous sommeil, à accumuler les lâchetés quotidiennes, à désertier le terrain de la lutte, vous assurerez une fois encore la survie de cette social-démocratie, qui fait le lit du fascisme et de la répression.

Pour nous le combat n'a jamais cessé et n'a souffert aucune ambiguïté. Nous œuvrons pour une Europe, celle des travailleurs.

F. ESPINAT ■
ancien résistant, membre du corps franc Libération de Tulle armée secrète

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Profession.....

Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Alain Tlemcen — Rédacteur en chef : José Sanchez
Rédacteur en chef adjoint : Claude Deslhiat

Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan.

● Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel.

● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot.

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Secrétariat - Documentation : Marie-Francoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot

Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »

9, rue Borromée, 75015 Paris.

Rédaction : 566.45.64 et 566.45.37 poste 096

Administration et publicité : 566.45.37

Numéro de la commission paritaire : 50 392

Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression :
Société nouvelle de l'imprimerie spéciale du chèque
38, rue de la Fédération, Montreuil - 858.88.33

● **Où va la France ?**

- La quadrature du cercle
par J. Sanchez p 5
- La ligne du « PS seul »
par L. Goldberg p 6
- Drôle de guerre à l'inflation
par M. Anvers p 7
- On cajole les bien-votants
par M. Anvers p 8

● **Social**

- Douche écossaise
par Y. Sparfel p 9



● **Document**

- PSU-PCF : constat des discussions p 11-14

● **Forum de l'autogestion**

- Qui vous a donné le droit ? p 15

● **Débat**

- Divergences et convergences militantes
par J.-M. Demaldent p 16-17

● **Et pourtant elle tourne**

- L'impasse chypriote
par R. Milliex p 18-18
- Irlande, laboratoire de la répression
par B. Delpech p 19



- Djibouti : survivre
par Ph. Mariélie p 20
- Sarhaoui : négociations ensablées ... p 20

● **Les armes de la critique**

- Livre : Chirac, la fringale du pouvoir
par M. Etienne p 21
- Théâtre : Le plus simple et le plus savant
par D. Nores p 22
- Cinéma : Le sang de la Grèce
par F. Gastellier p 22
- La télé : Un week-end comme les autres
par Ph. Mariélie p 23
- Chanson : Pauline Julien p 24



la quadrature du cercle

par José SANCHEZ



Les difficultés que connaît aujourd'hui la gauche, personne ne les ignore. Mais celles de la droite ? Bien sûr, cette dernière profite par contrecoup des difficultés de l'Union de la gauche, dont les dissensions sont lourdement exploitées par les médias. Les contradictions qui la traversent n'en sont pas réduites pour autant.

Une première constatation s'impose. L'échec de la politique gouvernementale pèse de plus en plus sur la majorité qui la soutient, bon gré mal gré. Le maintien d'un taux élevé d'inflation n'en fait paraître que plus graves l'accroissement continu du chômage et la récession économique. Le cap que s'est assigné Raymond Barre pourra-t-il vraiment être maintenu jusqu'en mars 1978 ? Si oui, ce sera au prix d'une aggravation du mécontentement général et au détriment des scores électoraux de la majorité. Sinon, un éventuel changement de politique économique n'apporterait sans doute au gouvernement ni crédibilité supplémentaire, ni résultats probants : le temps est court d'ici à mars 78. Raison pour laquelle d'ailleurs R. Barre ne semble pas prêt à renverser la vapeur.

Mais, en s'accrochant à ses plans d'austérité, il compromet et les chances de succès de la droite aux législatives et toute perspective de compromis à court terme avec les socialistes et même les radicaux de gauche.

En cas de défaite électorale, la stratégie de rechange de Giscard — recherche d'un accord au centre, quitte à laisser le PS gouverner seul quelque temps — ne semble guère crédible. Elle supposerait en effet deux conditions, bien difficiles à remplir :

— que les tendances « de droite » l'emportent au Parti socialiste. Ce qui implique que l'attrait d'une rupture, même déguisée, avec le Parti communiste s'avère plus fort dans la famille socialiste que la crainte de se trouver face à une mobilisation populaire de nature à ébranler sa cohésion. Les œillades lancées jusqu'ici aux socialistes par le président de la République ne suffiront pas : un accord sur une politique économique et sociale serait nécessaire ; il est douteux qu'il soit réalisable. Surtout que le patronat, qui accepterait peut-être une alliance avec le PS sur la base d'un humanisme qui ne mange pas de pain, rechignerait dès lors qu'on aborderait le domaine moins éthéré des revendications et des transformations sociales sur lequel même la droite socialiste ne pourrait — sauf à se suicider — capituler.

— que les giscardiens et leurs satellites gardent à l'Assemblée nationale un poids suffisant pour prétendre jouer un rôle moteur dans le jeu politique. Problème qui se posera de toutes façons, que la droite gagne ou perde les élections : si elle les gagne mais que le RPR demeure hégémonique, les giscardiens seront en position inconfortable et de vieux comptes, alors, seront réglés ; si elle les perd et que les giscardiens subissent eux-mêmes une défaite plus lourde que les gaullistes, leur marge de manœuvre sera réduite.

Giscard en somme est confronté à un problème qui ressemble fort à celui de la quadrature du cercle : il lui faut à la fois empêcher le PS de grignoter son électorat et marginaliser le RPR — un RPR qui, sous la houlette de Chirac ne peut guère élargir à gauche sa marge d'influence mais qui peut toujours rassembler les gros bataillons de l'électorat conservateur traditionnel en utilisant notamment le mécontentement de la petite bourgeoisie.

Se garder à droite, se garder à gauche : une tâche bien difficile, comme en fit cruellement l'expérience, jadis, du côté de Crécy, un certain Jean le Bon, monarque de son état. Les forces de gauche, où semblent prévaloir aujourd'hui un certain ton défaitiste, devraient s'en trouver revigorées. ■

où va la France ?

politique

la ligne du "PS seul"

La « ligne de persévérance » a-t-elle finalement triomphé lors de la convention nationale du PS comme le souhaitaient, dans une tribune du « Monde », deux membres du comité directeur ?

En apparence tel est bien le cas. Avec une belle unanimité retrouvée, le PS rejette l'accusation de « virage à droite » que lui fait quotidiennement *L'Humanité*. Le Programme commun, l'Union de la gauche sont, proclament avec force ses dirigeants, les seuls fondements de sa politique. La droite demeure le seul et unique adversaire. La preuve ? F. Mitterrand manque-t-il de occasion de dénoncer la politique du gou-

se manifestent plutôt dans leur propre zone d'influence, voire parmi les militants communistes eux-mêmes.

Mais d'ores et déjà le grand tournant de la politique française qu'a constituée la rupture du 23 septembre dernier commence à produire ses effets.

Le PCF voulait enfermer la direction du PS dans la tenaille d'un dilemme de fer : soit capituler devant l'intransigeance commu-

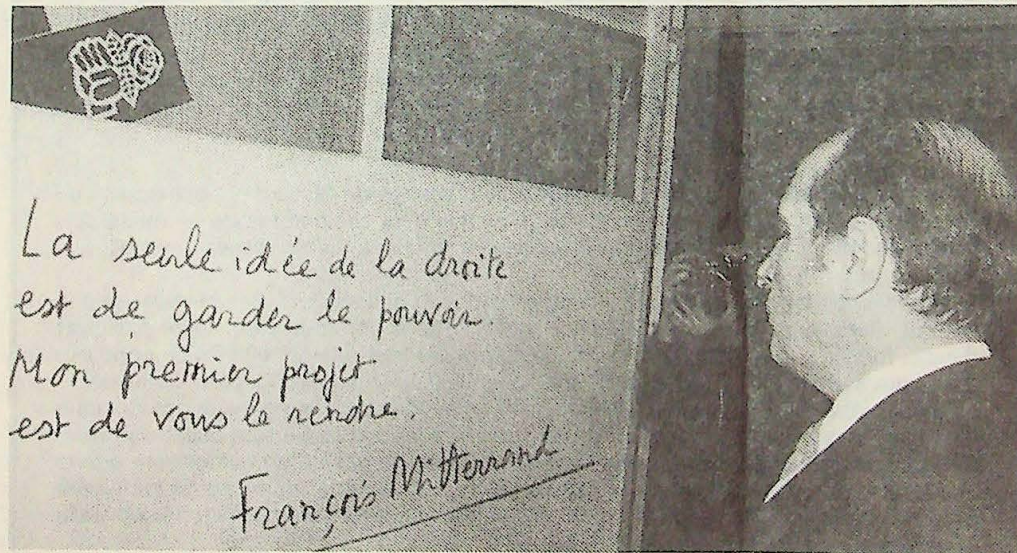


Photo P. Lebrun

vernement et de son chef, le « Tartarin des indices » ? La résolution finale de la convention du PS ne propose-t-elle pas la reprise immédiate des négociations sur l'actualisation du Programme commun « sans délai, sans préalable, et sous quelque forme que ce soit » ? Le CERES — remarquablement persévérant dans la maladie —, ne s'est-il pas rallié purement et simplement à la majorité du PS ?

On serre les rangs

Certes. La première conséquence de la rupture des négociations sur le Programme commun est bien le renforcement de la cohésion du PS. Attaqués de toutes parts, les militants socialistes resserrent leurs rangs. Telle n'était pas — on peut le supposer —, le résultat qu'en attendaient les dirigeants du PCF, d'autant que le désarroi et l'incertitude

niste et perdre toute crédibilité : soit choisir le « virage à droite » et perdre son audience populaire.

Objectif : 7 millions de voix

En refusant de tomber dans le piège, le PS est conduit à choisir une autre voie, à dessiner une nouvelle ligne politique : celle du « PS seul ». Il n'a pas le choix. Déjà l'enjeu du scrutin de mars prochain est déplacé au second tour (victoire de l'Union de la gauche) au premier (victoire du PS). Faire plus de sept millions de voix, tel est l'objectif. Pour l'atteindre, le PS sera naturellement conduit à mettre l'accent sur ses propres propositions, sur son originalité politique face à ses détracteurs de tous bords.

On aurait tort cependant de parler de « ligne Soarès ». Le Portugal du printemps

et de l'été 1975 n'est pas la France de 1977. Pas encore. Pour l'instant, la social-démocratie française ne se fixe nullement pour objectif la stabilisation politique et institutionnelle d'un pays en proie à une formidable mouvement social.

Bien au contraire, la situation française se caractérise plutôt par l'absence de mouvement de masse et par l'attentisme. Dans un tel contexte, ceux qui spéculent sur une rupture au sein du PS entre une orientation « centre gauche » et un courant « socialiste de gauche » se trompent de période. Sauf défaite électorale grave, une telle dissociation est peu vraisemblable en l'absence de dynamique sociale puissante. On le voit bien aujourd'hui. Par la force des choses, le PS est conduit d'une part à « persévérer », d'autre part à « changer », tout en renforçant sa cohésion politique et idéologique.

L'idéologie séduisante de « la diffusion du pouvoir »

Sous le feu de la critique du PC, il est contraint de maintenir sa ligne unitaire et de mettre simultanément l'accent sur l'inadaptation des exigences communistes aux problèmes posés par la crise.

Le contenu du Programme commun « modèle 72 » ne sera certes pas abandonné, mais d'autres propositions seront avancées. Ce qui n'existait jusqu'à présent qu'en filigrane dans la démarche du PS sera progressivement mis à jour. On le voit déjà au travers de certaines interventions de M. Rocard et des économistes du PS. Aux exigences « quantitatives » du PC, on oppose des thèmes « qualitatifs ». Les contraintes économiques sont présentées comme contradictoires avec la satisfaction simultanée de toutes les revendications. Mais on insiste sur les possibilités de diffusion du pouvoir et de décentralisation.

Déjà certains secteurs avancés du patronat moderniste sont acquis à l'idée de payer par plus de « participation » le prix des sacrifices demandés aux salariés. Une certaine conception de « l'autogestion » en vogue au PS n'est pas forcément contradictoire avec l'acceptation de l'austérité, sous couvert d'une critique de la croissance.

Il existe bel et bien un « espace » pour une politique du « PS seul » comme agent de la réorganisation du capitalisme en crise, capable de réaliser un certain « consensus » autour d'une idéologie séduisante de « diffusion du pouvoir » qui assurerait la cohésion du parti lui-même.

On aurait tort à propos de cette ligne politique implicite et en gestation, de parler sommairement de « virage à droite » et de « ligne Soarès ».

Le débat entre croissance et austérité traverse non seulement la gauche mais aussi la droite (pour des raisons différentes bien entendu). C'est au courant autogestionnaire qu'il incombe de faire en sorte qu'il ne se réduise pas à un faux dilemme entre deux façons de sortir le capitalisme de la crise.

Léo GOLDBERG ■



L'arnaque dans les bistros

Photo DR

drôle de guerre à l'inflation !

La farce du blocage des prix du pain au chocolat

Ce qui frappe tout d'abord dans le plan Barre ter ou quater anti-inflation, c'est l'extraordinaire décalage entre la dramatisation et les mesures annoncées. On commence par culpabiliser Monsieur-Tout-Le-Monde et on finit par bloquer le prix... du petit pain au chocolat.

Cynisme...

Ensuite vient la candeur, ou plutôt le cynisme : la déclaration solennelle selon laquelle c'est de la concurrence que viendra le salut. Alors, au risque de provoquer la fronde des petits commerçants, l'homme qui a décidé de faire le don de sa personne à la France inflationniste, se fait, au nom du libéralisme, le chantre des grandes surfaces. Comme si un supermarché, après avoir coulé les petits commerçants d'alentour, adoptait tout à coup un comportement philanthropique et ne tendait pas à profiter de la rente de situation qu'il cherchait à se créer !

Puis, gaillardement, Barre agrmente son discours de l'inévitable réforme des structures des circuits de distribution qui a déjà donné La Villette, Rungis et plus récemment le rapport Eveno. Rapport qui doit conduire — c'est une obsession — à des réformes renforçant la concurrence dans la distribution des produits agricoles.

... et inefficacité

C'est donc lundi dernier que sont entrées en vigueur les baisses autoritaires des prix. Ce nouveau coup de bluff ne pourra masquer l'essentiel : que la politique Barre coûte de plus en plus cher aux travailleurs, pour des résultats sur l'inflation identiques

— malgré les déclarations ironiques du gouvernement actuel — à ceux obtenus par l'inquiétant Chirac.

Depuis l'arrivée de Barre en septembre 1976, les prix ont augmenté de 9,7 % malgré une série impressionnante de mesures « anti-inflationnistes » : blocage des prix de trois mois, baisse du taux moyen de la TVA de 2,4 %, compression des tarifs publics de façon à ce qu'ils ne pèsent pas sur l'indice — quitte à subventionner à tour de bras : les « concours » de l'Etat aux entreprises publiques s'élèvent à 19 milliards en 1977. Autres facteurs théoriquement favorables au ralentissement de l'inflation : la baisse, depuis mars 1977, du prix des matières premières importées, le plafonnement de la production qui, dans le système actuel, a les répercussions que l'on sait sur le chômage.

Mais le pivot de la politique de Barre, c'est la stagnation du pouvoir d'achat — en fait régression d'au moins 2,5 % —. De cette « modération des évolutions nominales » devait venir le ralentissement de l'inflation. Autrement dit : ce sont les hausses de salaires qui sont les responsables de la hausse des prix. Cette thèse patronale, toujours combattue par le PSU, devient, au vu des derniers résultats, de moins en moins crédible. Même Bergeron avance timidement qu'on ne peut « contester un sérieux ralentissement de la hausse des salaires, mais on ne peut pas en dire autant de l'inflation ; donc, la part des salaires dans le phénomène n'est pas aussi importante qu'on a bien voulu le faire croire ».

Les travailleurs trinquent, les patrons jubilent

Si le pouvoir d'achat régresse, c'est bien

parce que l'objectif prioritaire de Barre, d'ailleurs annoncé cyniquement à plusieurs reprises, de reconstitution des profits des entreprises est en passe d'être atteint. Obnubilés qu'ils sont par les résultats de l'indice, les « observateurs » n'ont pas assez souligné l'augmentation de 7,6 % en un an des prix des produits industriels. Compte tenu, des gains de productivité réalisables et réalisés dans ces secteurs, et de la stabilisation des salaires, cette hausse est considérable. Elle signifie que malgré une demande déprimée, les entreprises ont choisi de relever leurs prix de façon à reconstituer leurs profits et retrouver un taux d'autofinancement jugé convenable par elles, plutôt que de modérer l'évolution de leurs prix ou distribuer des suppléments de salaires. Bref, les travailleurs trinquent et les patrons prennent leur revanche sur la mauvaise année 1975. Et c'est la même politique qui est promise aux travailleurs pour 1978. Barre l'a bien indiqué en présentant son budget : l'an prochain pas question d'augmentation du pouvoir d'achat.

M. ANVERS ■

PSU documentation

Edité par le service formation
du PSU Numéros disponibles

N° 22/23	Sur le Mouvement Politique de Masse	2,00
N° 24/25	La Police dans la Lutte des Classes	2,00
N° 27/28	La Crise de Système Monétaire International	2,00
N° 49	Le Recrutement	1,00
N° 52/53/54	Quand les Patrons !	3,00
N° 56/57	Sionisme et Libération Palestinienne	4,00
N° 86/87/88	Le Chômage	6,00
N° 92/93	Une section du P.S.U. à Paris	4,00
N° 94/95	Militer contre le Militarisme	4,00
N° 96/97	Le Syndicat de la Magistrature	4,00
N° 98/99	Le Syndicalisme à l'Ecole	4,00
N° 102	Comité de Soldats, Droit Bourgeois et Lutte de Classes	2,00
N° 106/107	Le P.S.U. Parti de l'Autogestion Socialiste	4,00
N° 110	Comment battre la Droite	2,00
N° 111/112	Militer à l'Université	4,00
N° 113/114/115	Les Chrétiens et la Lutte pour le Socialisme	6,00
N° 116/117/118	Electro-Nucléaire - Le P.S.U. accuse	6,00
N° 119	Parti Socialiste, Social-Démocratie et Socialisme	2,00
N° 120/121/122	Les Couches Sociales à la Campagne	6,00
N° 123/124	Une Fédération du P.S.U./Tarn et Garonne	4,00
N° 125/126/127	Nationalisations et Autogestion	6,00
N° 128	La Formation dans les Fédérations du P.S.U.	4,00

Commande accompagnée
du règlement à :

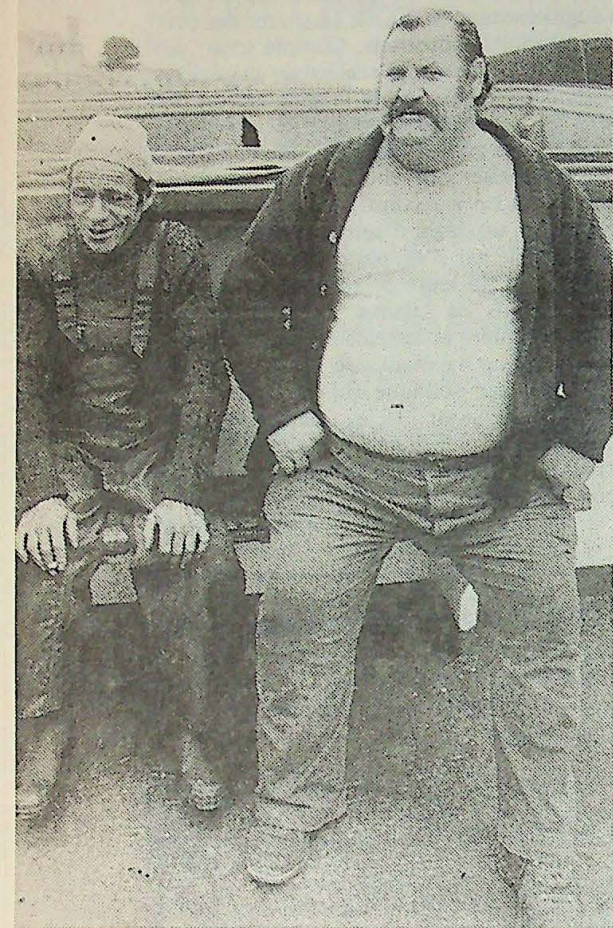
EDITIONS SYROS

9, rue Borromée - 75015 PARIS

ABONNEMENT

10 N° F. 30,00

A adresser à EDITIONS SYROS - 9, rue Borromée - 75015 PARIS



On dorlotte les petits et les gros

on cajole les bien-votants

Un budget « neutre », ça n'existe pas. Ainsi voit-on celui de 78 dorlotter le patronat et les « petits » qui voteront bien. Salariés, serrez vos ceintures !

Pendant encore près d'un mois et demi, députés et sénateurs vont examiner et voter le projet de loi de finances pour 1978. Discussion bien peu passionnée : les députés se succèdent à la tribune en un « défilé lugubre » titre « le Monde ». La raison ? c'est le rapporteur de la commission des finances qui la donne : « les circonstances politiques propres à l'année 1978, ôtent à ce projet de budget le caractère d'un projet définitif ». Exercice de style pour députés plus intéressés actuellement à serrer des mains ? Voir. En présentant son budget, Raymond Barre a indiqué qu'il compte bien

succéder à Barre et poursuivre la même politique. Et tout laisse à penser, qu'en cas de victoire de ce qui redevient peu à peu la majorité présidentielle, la politique d'austérité annoncée pour 1978 sera effectivement appliquée. Le débat est donc d'importance. Le PCF l'a bien compris qui, dans un bel élan unitaire, a présenté unilatéralement un « contre-budget » qui fait pièce à l'austérité.

Prévu en équilibre avant l'été, le budget sera finalement voté avec un découvert de l'ordre de 9 milliards de francs. Alors, ce qui était présenté, il y a encore quelques mois, comme le pivot de la politique de « rigueur » barrienne (l'équilibre budgétaire) devient un « nécessaire soutien à l'activité ». Et une marque de « réalisme ».

Cette façon de présenter les choses ne peut masquer qu'en fait Barre ne pouvait faire autrement : un certain nombre de rigidités dans les dépenses (il lui faut notamment respecter la loi-programme militaire qui dit qu'en 1980 le budget de la Défense doit représenter 20 % des dépenses totales, soit l'équivalent de l'impôt sur le revenu), ajoutées à des cadeaux électoraux, soigneusement déterminés par les cellules de marketing politique de l'Elysée, font que le découvert est inéluctable. Et encore, estime-t-on généralement, le déficit final sera au moins le double de celui prévu, compte tenu d'une progression de la production vraisemblablement inférieure à celle retenue dans les calculs des recettes fiscales. Déjà, le budget 1977 qu'avait légué Chirac s'exécutera avec un déficit de près de 16 milliards, alors qu'il avait été voté en excédent. Il est vrai que ces 16 milliards comportent pour moitié le coût pour l'Etat (8 milliards de francs) de l'opération « baisse de la TVA (ce qui est une bonne chose) - baisse des prix » (artificielle) de janvier dernier qui a eu les résultats que l'on sait sur l'inflation...

« Mais, direz-vous, le déficit 78 ne peut-il être une excellente chose ? S'il permet de financer des besoins trop longtemps négligés. Ne sombrons pas dans le fétichisme de l'équilibre qui a, dans le passé, servi d'assez piteuses causes ». Bien sûr. Mais c'est bien là que le bât blesse. Car l'aveu d'une impasse budgétaire ne signifie pas pour autant des largesses au niveau des dépenses (près de 400 milliards) budgétaires — plus de professeurs, de crèches, d'hôpitaux... — ni des réductions sur les impôts à payer.

Austérité confirmée

Que l'on ne s'y trompe pas : ce projet est, sur le plan budgétaire, la traduction exacte de la politique d'austérité de Barre, de sa politique de classe. Les chiffres, les mesures annoncées démontent bien vite le baratin qu'il nous tient depuis plus d'un an (fermeté, rigueur, assainissement) et qui rencontre d'ailleurs de moins en moins d'écho vu les résultats sur l'inflation (+ 9,7 %) et sur le chômage (+ 20 %). Mais Barre n'échoue pas sur tout ce qu'il s'est fixé comme objectifs : le blocage — voire la régression — du pouvoir d'achat va bon train, alors que s'opère tranquillement la reconstitution du profit des entreprises.

Dans la même ligne, le budget 78 demandera, pour son financement, aux salariés et aux consommateurs, la contribution supplé-

mentaire la plus importante. Les recettes attendues des impôts sur la consommation par définition injustes marquent une progression de 13,9 %, celles de l'impôt sur le revenu augmentent de 13,3 % et celles de l'impôt sur les sociétés de + 6,8 % (autofinancement oblige). On avait bien parlé, à un moment, du relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés ; mais à l'occasion d'une certaine visite effectuée à l'Elysée, la dernière semaine d'août, par le CNPF, les patrons ont dû se montrer convainçants...

Ainsi, à pression fiscale constante — 23,6 % en 1978 contre 23,5 % en 1977 —, la structure des recettes évolue essentiellement au détriment des salariés. Non seulement il est prévu qu'en 1978 comme en 1977 leur pouvoir d'achat ne progressera pas (alors que la croissance prévue de la production est de 4,5 % : il y va fort Barre !), mais encore ils paieront plus d'impôts qu'en 1977 (en réel). En effet, les barèmes des tranches d'imposition sur le revenu ne sont relevés que de 7,5 % alors que le taux d'inflation en 1977 sera de près de 9,5 % (pour une imposition constante, les barèmes devraient être relevés du taux de la hausse des prix).

On arrose le capital et les bien-votants

Pénalisation des salariés, mais de « bonnes » mesures pour le capital.

Ainsi, alors que l'ensemble des salariés est appelé à se serrer la ceinture, 16 000 dirigeants salariés possesseurs d'au moins 35 % du capital de leur boîte vont voir leurs impôts diminuer (article 6) ; coût pour l'Etat et bénéfice pour eux : 2 milliards d'anciens francs. Dans le même esprit, les possesseurs d'actions seront exonérés d'impôt jusqu'à 3 000 F de dividendes ; coût pour l'Etat : 8 milliards anciens en 1979. Décidément Barre sait reconnaître les siens. Autre largesse intéressée : la poursuite de la mise en place d'un dispositif de réévaluation des actifs entraînera notamment les actionnaires des sociétés nationalisables à réclamer davantage d'indemnités...

Donc, on soigne le capital. Sans oublier qu'année électorale oblige : les clientèles privilégiées du vote à droite sont du coup dorlottées. Pour les contribuables âgés : abattement de 5 000 F sur le revenu imposable de l'année précédant le départ à la retraite ; pour les apprentis : exonération ; abattement de 20 % au lieu de 10 % aux artisans et commerçants adhérents à des centres de gestion agréés ; déduction de 6 000 F (au titre de salaire du conjoint) du bénéfice imposable des membres de professions indépendantes, au lieu de 1 500 F actuellement. Le budget est émaillé de ces petites mesures destinées aux « petites » catégories dont certaines en ont bien besoin certes (personnes âgées notamment). Ça coûtera 770 millions nouveaux de charge supplémentaire à l'Etat. Mais ça devrait rapporter tant de voix du bon côté ! On a la fibre sociale en période électorale, chez Barre.

Martial ANVERS

D'accord : le « gros » de la photo n'a rien d'un gros capitaliste. Il s'agit d'ailleurs de deux dockers de Concarneau.

douche écossaise

Conjoncture politique défavorable aux syndicats : FO obtient des miettes ; CGT, CFDT et FEN rompent-elles la morosité ?

L'action syndicale traverse une période de vaches maigres. La rupture de l'Union de la gauche lui a fait subir un régime de douche écossaise. La rentrée sociale a été tiède malgré l'importance des dossiers en suspens : stagnation et baisse du pouvoir d'achat, aggravation du chômage, aggravation des conditions de travail, multiplication de solutions scandaleuses (auxiliariat, intérim, chasse aux immigrés, renvoi des femmes dans leurs foyers, stages d'attente pour les jeunes...).

Luttes sans débouchés

Quelques conflits ont cependant émaillé la fin des vacances puis la rentrée, montrant la combativité des ouvriers dans certains secteurs — Montefibre, Dubigeon, Aubert (laboratoire de Nancy), Wassmer à Issoire, les ambulanciers du midi, les chauffeurs de cars de Normandie... — pendant que l'occupation d'une quarantaine d'entreprises liquidées par les patrons se poursuivait.

Mais quels débouchés pour toutes ces luttes ? La droite et les patrons, couverts par la politique du gouvernement Barre, ont décidé de ne pas céder. La gauche, elle, a

contribué au processus attentiste. Prises en tenaille entre ces deux attitudes, les organisations syndicales se sont, semble-t-il donné comme but de passer vaille que vaille la période d'attente jusqu'en mars 1978 en alternant les grandes démonstrations de force (du type de l'action du 24 mai) et les coups de boutoirs sectoriels. Pendant ce temps, le patronat se durcit : refus de négocier (comme à Dubigeon), expulsions, objectifs de licenciements en hausse (comme chez Sacilor, où le plan Ferry de fin juin est dépassé)... La classe ouvrière oscille d'espoirs en déception. La longueur, la dureté des conflits qui sont nés ces deux derniers mois le confirment.

Bergeron coincé

Dans cette conjoncture difficile, FO veut tirer son épingle du jeu et préparer l'après 78. Il craint après les élections l'éventualité d'une flambée sociale et la formation d'un front syndical CGT-CFDT et FEN (?) qui l'isolerait. Mais il compte sur la bienveillance de Giscard qui a tout intérêt à la fois à préserver l'existence de FO et à donner une image « réformiste » du « giscardisme ».



Photo P. Lebrun

D'où son idée de la cinquième semaine de congés payés. La revendication est séduisante et spectaculaire. Pourquoi ne pas l'avancer tout de suite, remporter un succès et redorer le blason de la politique contractuelle quand les autres centrales n'obtiennent rien par la lutte et la mobilisation ? Barre a dit « non ». Est-ce un échec pour FO ? Pas tout à fait. Bergeron a expliqué qu'il n'avait pas subi un camouflet. Ce qu'il demande, ce sont des accords avec les patrons, qu'il envisage de faire généraliser plus tard par la loi. A l'issue de sa rencontre avec Giscard, il a peu obtenu : confirmations de promesses antérieures, réévaluation du SMIC et d'éventuelles mesures en faveur des travailleurs manuels en décembre. Des sucreries ; pas un cadeau de Noël.

Le compromis s'avère plus difficile à réaliser que prévu ; Giscard et Barre veulent faire social et « contractuel » mais ne rien céder ; le patronat également. Mais on voit bien les stratégies en présence : on n'a pas fini d'entendre parler de propositions contractuelles séduisantes de la part de Bergeron. Tout le problème, pour le gouvernement, face à la crise, est de ne rien lâcher sans pour autant que Bergeron ait trop l'air de faire du cinéma qui ne produit que quelques miettes insignifiantes.

Une nécessaire relance syndicale

La CGT, la CFDT et la FEN, en revanche, vont tenter une nouvelle fois de briser la glace par une action interconfédérale avant la fin du mois. Les contacts sont en cours. La CGT la souhaite massive et nationale ; la CFDT plus décentralisée, liée aux conflits en cours. Ces nuances partagées par la FEN n'empêcheront pas l'accord de se faire. Même si FO ne s'y associe pas comme il est probable cette journée d'action sera un événement.

Mais sera-t-elle le point de départ de la relance syndicale ? La conjoncture politique s'y prête mal et bien des travailleurs, inquiets de la crise de l'Union de la gauche, manquent d'enthousiasme. Le PSU fera tout son possible pour favoriser la mobilisation et la relance syndicale. C'est aussi le moyen de préparer la défaite de la droite aux élections et de créer les conditions favorables aux initiatives unitaires.

Y. SPARFEL ■



Photo AFP

Chat-Chirac fait face aux rats

Depuis trois semaines, les égoutiers de Paris sont en grève. Ils exigent notamment une augmentation des effectifs, une revalorisation des salaires, le 13^e mois et deux jours de repos consécutifs. Puisque Chirac refuse de les écouter, ils ont manifesté jeudi dernier, à l'appel de la CGT, sous les fenêtres de l'Hôtel de Ville. Ces hommes, sans qui Paris serait un cloaque, travaillent dans des conditions effarantes (puanteur, relents de chlorure de méthyle, de trichlo, d'hydrogène sulfureux, humidité). Les maladies et accidents du travail sont très nombreux. Faute de les écouter, les rats vont de nouveau sortir de leurs trous. Chirac se vante, comme d'une gloire personnelle, qu'ils ne l'ont pas encore fait. Les rats auraient-ils peur de Chat-Chirac ? ■

Sécurité Sociale : après cinq semaines

C'est le temps qu'ont dû attendre les employés en grève du service informatique de la caisse primaire d'assurances maladie de la région parisienne pour obtenir partiellement satisfaction : repos compensateur pour le travail de nuit, règles plus souples pour la promotion ; mise en place d'une commission pour trouver des solutions aux conséquences sur les salaires de la suppression du travail de nuit. Cet accord élaboré au niveau parisien n'a pas obtenu l'aval de l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale. Le travail a néanmoins repris car les négociations ont enfin été entamées le 3 novembre. ■

Dubigeon, hélas !

Mercredi dernier la CFDT seule, dans une certaine confusion, a appelé les travailleurs de Dubigeon en grève depuis le 8 septembre, à voter « pour » ou « contre » la reprise du travail. 710 personnes (sur 2 500 salariés) ont voté : 547 « pour » et 163 « contre ». La CGT s'était prononcée contre ce vote à bulletins secrets. Elle semble donc avoir eu un certain écho. Malgré cela elle a dû, elle aussi, appeler à la reprise du travail. Aucune solution n'est en vue : le médiateur a renoncé. La direction a campé sur ses positions. Les travailleurs n'ont rien obtenu. Au moment où l'on annonce une réduction générale des effectifs en Europe dans la construction navale, le déroulement de ce conflit et la défaite des Dubigeon, a de quoi inquiéter. ■

Grève à l'ANIFOM

L'ANIFOM ? C'est l'Agence nationale pour l'indemnisation des rapatriés d'outre-mer. Créée en 1970. Et qui devait tourner jusqu'en 1985. Aujourd'hui, sa longévité semble menacée : on fermerait en 1981. Du coup, les 950 agents qui y travaillent, s'inquiètent : les trois quarts d'entre eux sont auxiliaires, recrutés sur des contrats à



Photo Manuel Joachim

durée indéterminée ou même, de plus en plus souvent, sur des contrats à un an. Démarches auprès de Dominati, à la Fonction publique : comment envisage-t-on leur reclassement ? Quand les mesures de titularisation, réclamées depuis trois ans, aboutiront-elles ? Silence ou réponses évasives. Les 950 se lassent. Et décident, le 7 novembre, de se mettre en grève et d'occuper les locaux pour « marquer leur inquiétude face à l'insécurité de l'emploi à la fin des opérations d'indemnisation et pour exiger du gouvernement un engagement immédiat concernant le principe de la titularisation ». ■

Roubaix : n'importe quoi pour l'emploi ?

Un colloque sur les difficultés du textile et les solutions envisagées pour y faire face, c'était une bonne idée, non ? Oui mais, à Roubaix, ni le maire socialiste, ni son secrétariat au développement n'ont envisagé d'associer à sa préparation le conseil municipal : pas plus que les travailleurs et leurs organisations syndicales. Plutôt que de s'appuyer sur les luttes qui se déroulent actuellement dans ce secteur (Desfrenne...), ils ont préféré faire appel à des technocrates — qui trouvent, eux, des solutions « raisonnables » : dans le cadre du système capitaliste.

Réceptions, cocktails, dîners officiels, tam-tam de presse : l'opération prestige a marché. Mais les syndicats CGT et CFDT du textile, présents au colloque, sont déçus. « ni dans sa forme, ni dans les interventions de présentation, ce colloque n'a répondu à notre attente... » dit un responsable régional CFDT.

Pour leur part, les élus PSU ont refusé de cautionner, par leur présence, cette opération douteuse. La suite des opérations « pour l'emploi » du maire de Roubaix va-t-elle confirmer leurs inquiétudes ?

On parle beaucoup de « l'usine relais », qu'il s'apprêterait à acquérir — par Nord-Eclair interposé — pour... Robert Hersant. Celui-ci envisageait de recourir aux services de la Belgique pour imprimer *France-Soir* et *Le Figaro*. Les propositions généreuses du maire de Roubaix devraient permettre « d'imprimer français ». Il en coûterait 500 millions de centimes (100 à charge de la région, 100 prêtés par la chambre de commerce, 300 empruntés par la municipalité de Roubaix) pour l'acquisition de locaux ultra-modernes mis à la disposition d'Hersant. Étonnante transaction — et fort peu discutée par le conseil municipal. Prouvost, le maire de Roubaix, préfère prendre conseil auprès de son « secrétariat au développement ». Une équipe qui prend bien des décisions plus technocratiques que démocratiques.

Affaire à suivre. ■

constat des discussions

entre les groupes de travail du PCF et du PSU

C'est la suite des décisions de sa Direction politique nationale d'avril 1977 que le Bureau national du PSU s'est adressé à la direction du PS, à celle du PCF, ainsi qu'à celles de la CFDT, de la CGT et de la FEN, afin d'ouvrir un débat sur un certain nombre de problèmes essentiels posés au mouvement ouvrier, à l'ensemble des forces populaires.

Seul, jusqu'à présent, le PCF parmi les organisations politiques concernées, a répondu favorablement à l'initiative du PSU (avec la CGT et la CFDT, des rencontres ont eu lieu, une rencontre est en préparation avec la FEN).

Le document ci-dessous fait le point sur les discussions qui ont eu lieu depuis le mois de juin entre les groupes de travail des deux partis. Il contient trois catégories de positions sur les différents points en débat : celles qui sont propres au PCF, celles qui sont propres au PSU, celles qui sont communes aux deux partis.

Le vendredi 4 novembre, deux délégations, composées respectivement de Georges Marchais, Charles Fiterman, André Lajoignie, Marcel Zaidner et Colette Coulomb pour le PCF, de Michel Mousel, Victor Leduc, Pierre Régner, Serge Depaquit, Christian Berger, François Turquan, pour le PSU, prenaient acte de ce constat et décidaient de « développer leurs efforts pour aboutir à un vaste rassemblement des masses populaires qui soutiendra consciemment un ensemble de mesures véritablement transformatrices ». Les deux partis déclaraient que « l'union est une nécessité, qu'elle doit se faire sur une base claire et que les forces qui luttent pour l'autogestion doivent y prendre place ».

Le texte constate un certain nombre de convergences qui jus-

tifient la volonté affirmée de rester en contact et de « coopérer toutes les fois que cela sera nécessaire aux intérêts des travailleurs, à l'action pour la démocratie et le socialisme. »

Mais il ne dissimule rien des divergences fondamentales sur le programme et la stratégie, sur le type de développement, sur la force de frappe, sur les minorités nationales, etc.

Avant toute lecture de ce document, on s'est empressé, dans certains milieux, de l'interpréter comme un appui donné à la politique du PCF dans le conflit qui l'oppose au PS. Cette inter-

prétation ne repose sur aucun fondement. Les discussions ont commencé le 10 juin, c'est-à-dire bien avant la rupture de l'Union de la gauche. Si le PS avait accepté notre proposition de débat, on pourrait tout aussi fausement nous accuser de lui servir de caution contre le PCF.

Ce document doit être pris pour ce qu'il est : une manifestation de notre volonté unitaire dans le respect de notre autonomie de stratégie et de programme, une affirmation de notre volonté de faire progresser dans le champ politique les forces qui luttent pour l'autogestion. ■

Les délégations de travail du PCF et du PSU (pour le PCF : André Lajoignie, Colette Coulon, Marcel Zaidner - pour le PSU : Pierre Régner, Christian Berger et François Turquan), mises en place après la rencontre du 10 juin 1977, ont procédé, comme il en avait été décidé, à un échange d'informations et à l'examen de leurs propositions respectives sur les questions essentielles.

Les quatre réunions qui ont eu lieu ont permis d'aboutir à la constatation de positions communes ou convergentes, comme aussi de mieux cerner les divergences existantes.

Les deux délégations, qui ont travaillé dans un esprit de franchise et de compréhension, apprécient les résultats de leurs discussions de manière positive et estiment que les points d'accord sont suffisamment nombreux pour considérer qu'il existe des possibilités d'action et de prise de position communes.

Certes le PSU et le PCF définissent différemment leurs objectifs politiques.

• Pour le Parti communiste français, il s'agit, dans l'esprit de son XXII^e congrès, de réaliser un vaste rassemblement majoritaire sur la base d'un bon Programme commun

actualisé et de l'union des partis de gauche qui l'ont signé en 1972, avec, bien sûr, le concours de toutes les forces qui voudraient s'y joindre ou participer à la réalisation de ses objectifs. Il s'agit de réaliser des transformations profondes de la vie économique, sociale et politique qui préparent les conditions du passage au socialisme lorsque notre peuple le décidera dans sa majorité.

Pour le PCF, le véritable changement passe pas la satisfaction des besoins matériels et culturels du peuple, en premier lieu des plus défavorisés, des 16 millions de pauvres dont les besoins vitaux exigent le développement de notre économie et des mesures de justice sociale. Les changements pour lesquels lutte le Parti communiste, aussi bien à l'étape actuelle que pour le socialisme qui tiendra compte des particularités de notre pays, nécessitent le développement le plus large de la démocratie et de la liberté dans tous les domaines. Ils nécessitent aussi la possibilité pour la France de faire respecter son indépendance nationale.

• Pour le PSU, l'ampleur et la profondeur de la crise actuelle du capitalisme ont aggravé le poids de l'exploitation capitaliste et posent concrètement la question du

passage au socialisme. Le replâtrage ou l'aménagement de la société capitaliste par des transformations graduelles ne sont pas concevables. La transition au socialisme ne pourra être atteinte qu'au travers de la lutte pour le contrôle et l'autogestion, se concluant par la destruction de l'Etat capitaliste et la substitution de la démocratie directe des travailleurs à la démocratie bourgeoise. Elle ne pourra être menée à bien, en évitant les déviations autoritaires, bureaucratiques ou technocratiques, que si elle est l'œuvre de l'écrasante majorité des exploités réunis contre la minorité des exploités. Cela suppose que soit réalisée l'Unité populaire, c'est-à-dire la constitution d'un large bloc

social réunissant autour de la classe ouvrière les masses populaires.

Le PSU considère que la construction de l'Unité populaire passe par l'unification du combat de la classe ouvrière à laquelle contribue l'action unitaire de toutes les organisations des mouvements ouvrier. Au-delà des divergences tactiques et stratégiques qui traversent celui-ci, l'unité d'action est indispensable pour que soient défaites les forces conservatrices, pour que la droite perde le contrôle de l'Etat qu'elle exerce depuis vingt ans et que s'ouvre, par un changement politique clair, la perspective de la conquête du pouvoir par les travailleurs. ■

res, jointe aux réformes profondes de l'économie, permettront de créer des emplois et de résorber progressivement le chômage en liaison avec les mesures de réduction du temps de travail, ce développement de l'économie ayant lieu tout en réduisant l'inflation car celle-ci ne trouve pas sa source dans la consommation mais dans les gaspillages et les profits des grands groupes industriels et financiers.

Pour permettre une autre politique, la croissance économique est nécessaire, mais ce ne peut être n'importe quelle croissance. Il ne s'agit pas de produire pour produire ou pour alimenter les profits des privilégiés et leurs gaspillages. Il faut une nouvelle croissance orientée vers la satisfaction des besoins matériels et culturels des travailleurs et de toute la population, vers l'économie des forces humaines, des ressources naturelles et des moyens matériels et financiers, vers l'amélioration de la valeur d'usage des produits.

● Pour le PSU, la question de fond est la remise en cause de la logique de l'économie capitaliste fondée sur la recherche du profit, la croissance pour la croissance, l'expansion anarchique, le gaspillage des ressources naturelles. Une politique économique socialiste passe par la mise en place d'un nouveau mode de développement, refusant le productivisme, privilégiant la satisfaction des besoins sociaux, l'emploi pour tous, la volonté de vivre et de travailler au pays, la préservation du cadre de vie. Elle suppose une redéfinition des finalités de production et du type de produits à fabriquer. Elle doit aboutir à une amélioration des conditions de vie, sans inflation, par le développement des services collectifs de préférence aux solutions individuelles, par le combat soutenu contre la hiérarchie et l'inégalité des revenus. Elle ne peut être menée à bien que par l'exercice du contrôle des travailleurs et des masses populaires pleinement associés à son élaboration et à sa mise en œuvre dans le cadre d'une planification réellement démocratique.

Concernant la propriété foncière dans les villes, le PSU se prononce pour la socialisation des sols sous contrôle populaire : droit de préemption des collectivités publiques étendu à tous les sols ; réglementation de la transmission des sols ; destination des sols décidée par assemblée de quartier et des communes.

● La délégation du PCF a exprimé ses craintes — fondées sur la pratique de la municipalisation des sols dans les pays où elle a été instituée — de voir cette mesure aboutir à faire prendre en charge des terrains qui seraient ensuite mis à la disposition des promoteurs et des spéculateurs. Le PCF préfère étendre les droits de préemption des collectivités locales et faire en sorte qu'elles aient les pouvoirs nécessaires pour s'opposer à la spéculation. ■

questions économiques et sociales, cadre de vie

D'un commun accord, nous exprimons la nécessité d'une transformation réelle et profonde de la société capitaliste actuelle qui est responsable de la vie de plus en plus dure des travailleurs et de leurs familles, du chômage, de l'inflation, de l'accroissement du mal-vivre, comme de l'autoritarisme et de l'absence de réelle démocratie.

Nous considérons qu'une autre politique sociale est nécessaire qui améliore, de façon décisive, les conditions et la qualité de la vie :

— réduction du chômage et développement de l'emploi, en appliquant une politique économique qui, par le refus de la liquidation d'entreprises par le patronat, comme par le développement économique et la création de postes indispensables dans le secteur public, l'enseignement, permettra la création d'emplois nouveaux ;

— garantie d'un revenu minimum aux chômeurs ;

— arrêt des saisies et des expulsions à l'encontre des familles frappées par la crise ;

— fixation du SMIC à 2.200 francs valeurs 1977, comme le demandent les syndicats ;

— augmentation substantielle des salaires les plus bas et resserrement de l'éventail hiérarchique avec l'objectif d'aboutir à une grille de 1 à 5 ;

— augmentation des prestations familiales ;

— réduction du temps de travail, amélioration des conditions de travail ;

— développement des droits des travailleurs par la liberté de l'activité syndicale et des partis politiques dans l'entreprise, extension des droits des comités d'entreprise et des comités d'hygiène et de sécurité ;

— modification de la fiscalité en allégeant les charges des salariés et en frappant d'un impôt efficace le capital et les grosses fortunes ;

— concernant les travailleurs immigrés, nous réclamons ensemble le plein exercice de tous les droits acquis par les travailleurs français et la suspension de toute mesure d'exception ;

— nous estimons qu'il est nécessaire de donner toute son importance à la qualité du

cadre de vie en incitant en particulier à un urbanisme qui tienne compte de la vie et des besoins des femmes, des hommes, ceux aussi de la jeunesse et des enfants ; en développant les équipements collectifs, les transports en commun ; en améliorant la qualité et en abaissant les prix des logements ; en luttant contre la pollution, toutes questions ne pouvant être abordées et



photo D. Mailiac

« réduction rapide du chômage »

résolues sans une participation, sans une prise en main, par les citoyens, les usagers, les locataires, de leurs problèmes et des solutions à leur trouver, en liaison avec les municipalités et les associations les plus diverses.

La discussion a montré que des appréciations différentes existent sur les moyens de développer l'emploi comme sur les problèmes de la croissance économique.

● La délégation du PCF a insisté sur le fait que la satisfaction des besoins popula-

nationalisations

Les nationalisations doivent permettre de desserrer l'emprise du grand capital sur l'économie française, de donner à la collectivité la maîtrise réelle des principaux groupes

industriels et du secteur bancaire et financier, d'assurer aux travailleurs un contrôle sur leurs entreprises et l'accès de plus en plus large à leur gestion. Elles sont un outil

mis au service d'une politique industrielle nouvelle et un moteur de transformation sociale qui s'imposent face à la logique du profit et à l'organisation capitaliste du travail.

● Pour le PSU, les nationalisations s'inscrivent dans la perspective de la socialisation de l'économie. Elles préparent l'appropriation collective des moyens de production et la main mise des travailleurs sur l'économie. Le champ des nationalisations doit être défini d'abord en fonction de la volonté et de la capacité des travailleurs à intervenir dans la gestion de leurs entreprises, ensuite par la place qu'occupent certains groupes industriels et financiers dans l'économie nationale.

● Pour le PCF, les nationalisations à entreprendre immédiatement doivent constituer un seuil minimum indispensable à la mise en œuvre d'une politique nouvelle rompant avec la domination du capitalisme monopoliste d'Etat. Elles sont une mesure de démocratie économique et donneront un rôle important aux travailleurs.

Pour nos deux partis, nationalisation ne veut pas dire étatisation, bureaucratie et centralisme, mais au contraire extension des droits des travailleurs, souplesse et efficacité de l'économie. Il s'agit de faire en sorte que les entreprises nationalisées, en respectant un Plan national, démocratiquement établi, aient des responsabilités et des pouvoirs étendus. Il ne peut y avoir de nationalisation effective sans la participation des travailleurs concernés à la gestion de leurs entreprises. La garantie fondamentale de cette participation est la présence majoritaire des représentants élus des travailleurs de l'entreprise, des travailleurs des entreprises intéressées à la production et des usagers dans le conseil d'administrations élisant librement son président.

Les prérogatives des comités d'entreprises seront étendues notamment en matière de contrôle de la gestion, de restructuration, de licenciements et de conditions de travail. Un représentant des salariés pourra être élu à leur présidence.

Dans les ateliers seront élus des comités d'atelier où les travailleurs, sur les lieux mêmes de la production, prendront leur part indispensable aux décisions qui les concernent.

Toutes ces conquêtes et ces pratiques nouvelles permettront de progresser dans la voie de la gestion de leurs propres affaires



PHOTO AFP

« au sujet de l'indemnisation des actionnaires... »

par les travailleurs eux-mêmes, dans la voie de l'autogestion.

Les deux délégations ont discuté du mode d'élection des membres des conseils d'administration. Il devra préserver la spécificité des organisations syndicales dont le rôle essentiel est la défense des droits et des intérêts des travailleurs et éviter aussi toutes manipulations et manœuvres qui fausseraient le choix démocratique et priveraient les travailleurs de leur véritable place.

● Au sujet de l'indemnisation des actionnaires, le PCF considère qu'il faut examiner à part le cas des gros porteurs d'actions, qui sont en nombre très réduit, et évidemment exclure de l'indemnisation les fonds publics donnés en cadeaux par l'Etat aux entreprises. Les autres actionnaires qui seront

indemnisés verront leurs actions transformées en obligations remboursables en 20 ans.

● Le PSU s'oppose à l'indemnisation des gros actionnaires ; le problème des petits porteurs d'actions est différent. Il ne peut être question de garder des actionnaires qui deviendraient concurrents de la collectivité publique, ce qui viderait de son contenu les nationalisations ; par contre, le problème posé par les revenus de certaines couches à faible pouvoir d'achat, ayant de petites économies placées en Bourse, doit se régler dans le cadre de l'assurance d'un revenu minimum versé par l'Etat pour ces catégories, de même qu'en ce qui concerne les sommes placées par les organismes de protection sociale. ■

institutions, démocratie, liberté

Dans une démocratie effective la classe ouvrière et les travailleurs verront leur place grandir dans les assemblées élues et au gouvernement conformément à leur place dans la société. L'Etat ne devra pas perpétuer la pratique actuelle qui, en définitive, remet les décisions essentielles entre les mains d'un seul homme ou d'un groupe limité.

La vie démocratique reposera sur le développement de l'initiative, sur la décentralisation des pouvoirs, sur la diffusion de

la responsabilité qui permet de mieux répondre aux besoins de la société et au développement harmonieux de la collectivité.

Toutes les assemblées seront élues au suffrage universel direct et proportionnel ; la fonction préfectorale sera supprimée ainsi que le contrôle *a priori* des services financiers et techniques de l'Etat. Une grande place sera donnée aux collectivités locales, aux départements et aux régions qui seront

« la classe ouvrière et les travailleurs verront leur place grandir »



Photo F. Leorain

dotés de moyens financiers et de pouvoirs réels, qui éliront leur propre exécutif.

• Pour le PCF, l'organisation des régions tiendra une grande place dans la décentralisation et la démocratisation des pouvoirs publics. Elle permettra de tenir compte à la fois de l'unité et de la diversité de la France. Loin de nuire à son unité, l'épanouissement de toutes les possibilités humaines, économiques et culturelles des régions lui donnera toute sa signification.

• Pour le PSU, ce problème doit être posé pleinement, en prenant en compte les revendications nationalitaires : les assemblées régionales auront donc le droit de choisir leur statut par rapport au pouvoir central.

La question du statut des DOM-TOM sera réglée par la consultation des populations concernées.

— Les pouvoirs exorbitants du président de la République seront supprimés et ses prérogatives réduites pour que la vie démocratique puisse s'exercer librement.

— La réforme de l'administration devra être entreprise, comportant au moins les points suivants : suppression de toute forme du secret administratif, réforme et application du statut général de la fonction publique, intégration de l'ensemble des personnels hors statut et révision des catégories, démocratisation du recrutement et de l'avancement des fonctionnaires.

— La police aura comme seule mission d'assurer la sécurité des citoyens.

L'Assemblée nationale et le gouvernement devront jouer réellement leur rôle d'expression de la volonté populaire.

Le PCF et le PSU expriment ensemble leur volonté d'agir pour le respect et le développement de la démocratie dans tous les domaines pour la garantie et l'extension des libertés individuelles et collectives.

Ils se prononcent pour une information pluraliste et libre et pour la transformation de la radio et de la télévision en un service démocratique public échappant à la domination de l'Etat comme des puissances d'argent. ■

de l'énergie, du nucléaire

Les deux partis dénoncent la politique du pouvoir, politique autoritaire orientée sur le tout-nucléaire, sacrifiant les autres sources d'énergie et abandonnant ce domaine à la main mise des monopoles et des sociétés multinationales. Ils se retrouvent sur la nécessité de définir une politique de l'énergie à long terme qui envisage le développement du pays, le développement de la recherche pour des énergies nouvelles. Au-delà, les positions des deux partis sont différentes.

• Le PCF estime que si on respecte toutes les conditions de sécurité pour l'environne-

ment et les travailleurs, si l'on consulte démocratiquement, si les monopoles sont exclus de la direction de cette branche, on peut prévoir une utilisation rationnelle et prudente de l'énergie nucléaire parmi toutes les autres ressources énergétiques.

Le PCF est opposé à un moratoire qui arrêterait le progrès scientifique et mettrait en cause notre indépendance nationale.

• Le PSU a rappelé son analyse des graves dangers techniques (risque d'accidents graves notamment), écologiques (en particulier problème des déchets), économiques (le nucléaire comme élément de

restructuration du capital en crise), sociaux et politiques (contrôle policier et militaire) du nucléaire. Pour lui le choix d'un mode de production d'énergie n'est pas neutre. Il considère que le recours au nucléaire comporte un risque trop important de centralisation autoritaire pour être accepté dans la perspective de l'autogestion.

Le PSU s'oppose au programme nucléaire, considère que le nucléaire n'est pas une fatalité car d'autres possibilités énergétiques existent sans faire régresser les conditions de vie. Il rappelle sa proposition de moratoire et d'arrêt immédiat du programme nucléaire. ■

sur les questions de la défense nationale

Les transformations démocratiques en France ne peuvent se faire sans assurer à notre pays les moyens de garantir son indépendance nationale ; par conséquent la responsabilité de la défense du pays ne peut être déléguée à aucune force extérieure étrangère ou supra-nationale. L'indépendance de la France repose sur sa puissance économique et sur une politique de paix, de dépassement de la politique des blocs

« les libertés devront être garanties dans l'armée »

militaires, des initiatives de détente et de désarmement.

L'armée doit avoir pour seule mission la défense de l'intégrité du territoire national contre toute agression ou toute menace. Cette armée doit être basée sur la conscription (refus de l'armée de métier) et sur la participation des citoyens à la défense.

Les libertés devront être garanties dans l'armée, notamment par la suppression des

tribunaux militaires et la reconnaissance de tous les droits des citoyens pour les militaires, en particulier le droit d'association.

• Tenant compte de la situation actuelle de l'armée française, de l'état d'abandon des forces conventionnelles, tenant compte du fait que le pouvoir actuel a orienté tous les investissements sur l'armement nucléaire, le PCF s'est prononcé pour sa maintenance. Cela tant que les efforts du gouvernement démocratique pour un désarmement général et contrôlé n'auront pas abouti, afin de ne pas priver notre pays d'une force de dissuasion lui permettant de faire respecter ses décisions démocratiques.

• Le PSU a mis l'accent sur la nécessité de s'orienter en priorité, dès une victoire électorale de la gauche, vers une coopération économique et politique avec tous les pays qui souhaitent s'affranchir des dominations extérieures ; il réaffirme son opposition fondamentale à l'armement nucléaire du triple point de vue militaire, économique et politique ; il se prononce pour l'organisation d'une véritable défense populaire placée sous le contrôle des travailleurs, seul moyen pour ceux-ci de garantir l'indépendance dans la construction du socialisme.

Le PCF et le PSU entendent poursuivre l'approfondissement du débat qu'ils souhaitent élargir, suivant les questions abordées, aux associations et organisations populaires représentatives.

Paris, le 4 Novembre 1977 ■





Photo AFP

qui vous a donné le droit ?

En Franche-Comté les choses changent. Il y a ce qui est visible : les progrès de la gauche. Et ce qui est moins visible : un changement d'état d'esprit, la volonté de ne plus se laisser faire par « ceux d'en haut ».

« *Qui vous a donné le droit ?* » C'est la question que posent les habitants de Verges, un petit village près de Lons-le-Saunier. Parce que des textes officiels le permettaient, l'inspecteur d'académie a ordonné la fermeture de l'école. Un village sans école, c'est un village qui meurt. Pourtant, à cette rentrée, douze gosses sont inscrits et trois autres doivent bientôt les rejoindre (et puis six). Malgré cela, malgré les normes de l'académie (fermeture en dessous de douze élèves), l'inspecteur s'obstine dans sa décision.

L'école, illégalement

Ceux de Verges, eux, ne sont pas d'accord et ils s'organisent : depuis la rentrée, le car de ramassage qui doit emmener les gosses dans les écoles des villages voisins, repart à vide ; l'école de Verges est restée ouverte ; Roland et Madeleine, deux militants PSU, instituteurs en retraite, font la classe avec les gens du village. Un comité de soutien s'est créé avec l'appui d'organisations paysannes, ouvrières, écologiques et bien sûr d'enseignants. Le 9 octobre, une fête a rassemblé plus de 2 000 personnes, venues là pour voir ce qui se faisait ici et appuyer cette lutte contre une administration autoritaire.

« *Qui vous a donné le droit ?* » C'est la même question que posent depuis trois ans les agriculteurs du Jura (FDSEA, CDJA, Paysans-Travailleurs) qui maintiennent Jacquot, un petit paysan menacé d'expulsion sur ses 27 hectares de terre. Le propriétaire voulait vendre. Jacquot a acheté 9 ha : c'est

tout ce qu'il pouvait faire. Le propriétaire a voulu louer le reste à des gros paysans qui exploitent plus de 100 ha dans un village du Finage : « *Non*, disent les paysans, *Jacquot doit rester sur son exploitation ; ces 18 ha, il en a besoin pour vivre.* » Et depuis trois ans, grâce à la lutte de tous, le fermier est maintenu chez lui.

Les propriétaires, battus sur le terrain, essayent de faire condamner les paysans par la Justice : mardi 11 octobre, 21 agriculteurs passaient devant la cour d'appel de Besançon pour « vol et dévastation de récolte ». Ils ont été tous relaxés, sauf un, condamné à 500 F d'amende. Le parquet a jugé que c'était trop élémentaire et il a fait appel à minima contre les 21. Pourtant « *qu'est-ce qui est le plus important ? Le droit de propriété ou le droit au travail ?* » demandent les inculpés. Ils étaient une centaine à les soutenir. Les Lip étaient là, des gens de Verges aussi.

« *Qui vous a donné le droit ?* » C'est la question que se posent de l'Alsace à la Bourgogne, le long du Doubs, dans le Sundgau, ceux qui refusent le canal à grand gabarit du Rhône au Rhin. Contre ce projet dément (dont TS a déjà parlé), la lutte est engagée depuis longtemps et les 1^{er} et 2 octobre plusieurs milliers de personnes se sont rassemblés en Alsace, dans le pays de Montbéliard, à Besançon et à Dole. Nous étions 1 500 près de Dole à nous retrouver à la fête « anticanal » organisée par le PSU, la CFDT, des mouvements écologiques et les Paysans-Travailleurs.

Ces luttes récentes qui ont marqué le mois d'octobre dans le Jura, ne sont pas les

seules. Il y a aussi et surtout le combat ouvrier dans les entreprises. Sans parler de la lutte des Lip, proche de chez nous, il y a ces luttes quotidiennes qui remettent en cause l'organisation capitaliste du travail, les compressions de personnel et la baisse du pouvoir d'achat, chez Bel. Lucco, Idéal Standard, ITT Jeanrenaud ou Solvay.

Dans tous ces mouvements, ce sont les mêmes aspirations à vivre autrement qui se manifestent : ces forces vives qui s'expriment dans les entreprises, dans les villages, dans les quartiers ont en commun cette volonté de changement dans la vie quotidienne. Mais ce mouvement large a du mal à apparaître politiquement aux côtés des partis de gauche et reste une « sensibilité ».

Des états généraux de l'autogestion

Cependant, peu à peu, un regroupement s'opère. Lors des élections municipales, une liste soutenue par le courant autogestionnaire dolois réalisait 6,75 % des suffrages ; deux élus autogestionnaires, dont un adjoint siègent aux côtés des conseillers PC et PS. L'Association doloise des autogestionnaires créée depuis, travaille avec ces deux camarades, notamment au sein des commissions municipales élargies. C'est un premier pas. Mais si nous voulons que cette volonté de vivre autrement s'impose, il faut qu'elle se donne un relais politique, qu'elle devienne une force de proposition et d'action pour une société autogestionnaire.

C'est pourquoi nous proposons d'organiser — peut-être le 10 décembre — dans le Jura des « états généraux de l'autogestion » qui permettront de confronter luttes pour le contrôle ouvrier dans les entreprises, luttes anticapitalistes dans les campagnes et sur le cadre de vie. Des états généraux départementaux qui trouveront sans doute un écho national dans les états généraux nationaux des 17 et 18 décembre.

Correspondance Jura ■

Au conseil municipal de Reims

Lors de la dernière séance du conseil municipal de Reims, le groupe socialiste a refusé de voter le budget supplémentaire présenté par le maire PC. Motif ? Le PC a recruté plusieurs agents communaux de façon discrétionnaire et distribué trop largement des secours aux grévistes de la ville. Pourtant, lors de la réunion du bureau municipal préparant celle du conseil municipal, aucun groupe politique n'avait présenté d'objection quant au contenu de ce budget. Qu'en conclure sinon que le débat portait moins sur la teneur du budget que sur des querelles PC-PS ? Refusant de se laisser enfermer à l'intérieur de cette polémique, les élus PSU ont donc choisi de s'abstenir lors du vote. Ils ont en revanche voté en faveur d'une proposition des élus socialistes tendant à répartir les indemnités d'une façon équitable entre les 14 adjoints ; et voté les mesures sociales proposées par les communistes et repoussées par les socialistes, notamment en matière de secours aux grévistes. ■

divergences et convergences militantes

Réponse au « collectif convergences militantes de base »

Cet article ne prétend être qu'une contribution au débat ouvert par le Collectif « convergences militantes de base » dont l'avant dernier numéro de TS a signalé l'existence et l'intérêt (1).

Le PSU, comme le « collectif », critique l'apparence de « débat démocratique » entre « leaders ». Il estime, comme le « collectif », que la rupture PCF-PS concerne des questions de fond qui ne datent pas d'hier. D'une façon plus générale, le PSU, né du refus de la social-démocratie et du stalinisme, partage très largement les préoccupations du collectif. Ces *convergences* constituent l'essentiel.

Pour engager et enrichir le débat en si peu de place on a cependant mieux à faire que

Vous avez raison de dire que le PS prépare depuis longtemps une politique de compromis avec la bourgeoisie. Nous sommes d'accord lorsque vous redoutez qu'un gouvernement « PS homogène » signifie une politique « centre-gauche » (ce que vous désignez pas « ligne Soarès »). Mais nous ne sommes plus d'accord lorsque vous dissociez le « clan Mitterrand » de l'« ensemble du PS ». Car c'est le PS qui est globalement social-démocrate et pas seulement le « clan Mitterrand ». Le Congrès d'Epinais a en-d'étaler les convergences. Les camarades du collectif seront, je le pense, les premiers à le comprendre. Aussi je me bornerai à formuler quelques remarques critiques à propos du document qu'il nous ont fait parvenir.

tamé un processus réussi de rénovation de la social-démocratie française en pleine décomposition mollettiste. Le PS a rajeuni et renouvelé son implantation ouvrière et populaire, il a sélectionné un nouveau personnel politique (technocratisation), il s'est donné une autre organisation plus conforme au régime (présidentialisation), il a défini de nouveaux thèmes, etc.

Il est vrai que ce processus s'est déroulé sous le choc de mai 1968 et des luttes qui ont suivi et qu'il est passé pendant un temps par la signature du Programme commun. Ces aspects expliquent le nombre important, en son sein, d'éléments qui ne se reconnaissent pas ou mal dans la social-démocratie. C'est une question importante mais elle ne peut pas modifier l'appréciation globale qu'on doit avoir du PS en tant que parti.

Comment combattre la social-démocratie ?

Cette divergence est secondaire, mais elle recoupe une divergence beaucoup plus profonde qui concerne la nature de la social-démocratie.

Nous ne pouvons pas accepter l'idée qui conclut votre analyse du PS : « Une ambiguïté doit être définitivement levée : la social-démocratie se situe à droite ». Cette conclusion conduit à considérer le PS comme un représentant politique de l'ennemi de classe qui doit être combattu comme tel. Elle conduit tout droit à une politique « classe contre classe » comparable à celle qui fut pratiquée par l'Internationale communiste et qui a favorisé la victoire du fascisme.

Pour nous, la social-démocratie est une composante du mouvement ouvrier et populaire, même si elle est incapable de conduire une politique de rupture avec le capitalisme et si elle est tentée par la collaboration de classes.

Dans toute la période qui a précédé, le danger n'était pas le fascisme. Le danger c'était et c'est ce que vous appelez « la ligne Soarès ».

Il ne se combat pas, comme vous le laissez penser, en « arrachant les masques », et en classant la social-démocratie dans la droite. C'est la politique que le PC portugais a pratiquée et il n'a pas réussi à vaincre, au sein du mouvement ouvrier et populaire, la politique de collaboration de classes.

Cette politique ne se combat pas non plus comme l'a fait le PCF. Nous ne sommes guère suspects d'anticommunisme. Nous sommes en train de conclure des discussions très positives avec le PCF. Mais cela ne change rien à la critique générale que nous faisons de la politique unitaire du PCF.

La politique de collaboration de classes au sein du mouvement ouvrier et populaire ne se combat pas en tentant de ligoter la social-démocratie par un accord d'état-major qui ne se traduit pas en pratiques et en organisations unitaires à la base (où les travailleurs réalisent leur unité de classe et font entendre leurs voix). C'est une réponse à la question du véritable « débat démocratique » que vous posez.

La politique de collaboration se combat en recherchant d'abord l'unité d'action pour sortir de la crise, en favorisant la mobilisa-

**POUR
LE POUVOIR AUX
TRAVAILLEURS
AVEC LE PSU**



tion populaire et l'auto-organisation des travailleurs contre l'ennemi de classe sur des thèmes anticapitalistes.

Un programme de gouvernement qui aurait surgi d'un tel processus n'aurait pas autorisé une lecture favorisant le « replâtrage » du système. Certes, il aurait peut-être conduit l'appareil social-démocrate à rompre mais il aurait aussi interdit la perspective Soarès : la rupture de l'appareil social-démocrate se serait faite à ses dépens et au profit du renforcement des forces anticapitalistes. Il est à craindre que la ligne du PCF ait produit un résultat contraire.

Nous discutons aujourd'hui avec le PCF, mais nous souhaitons aussi discuter avec le PS qui s'y refuse. Nous continuerons inlassablement à développer notre action pour l'unité populaire ; même si cela s'avère plus difficile qu'auparavant, nous continuerons à rechercher l'unité d'action, y compris avec le PS, non pas pour le « démâser », mais afin de battre politiquement, dans la pratique, la ligne du compromis au sein du mouvement ouvrier et populaire.

A propos de l'unité populaire

Au sujet de l'« unité populaire », votre texte appelle plusieurs remarques. Il n'envisage la question des luttes hors de la production (écologie, femmes, cadre de vie...) qu'à la fin, rapidement, d'une façon insuffisante. Cette insuffisance se manifeste surtout lorsque est abordée la question des alliances de classes. Vous reprenez de façon un peu archaïque l'idée du bloc « ouvrier et paysan » en laissant de côté la question des travailleurs intellectuels salariés dont mai 1968 a prouvé l'importance.

Il faut arracher à l'hégémonie bourgeoise la petite bourgeoisie salariée, ainsi que de larges couches qualifiées d'ouvriers et d'employés. Le prolétariat doit savoir trouver les thèmes et les formes d'organisation qui réalisent les aspirations fondamentales de ces couches. Dans cette bataille pour l'hégémonie la question de la social-démocratie est cruciale, car une large partie de ces couches que le prolétariat doit organiser lui font confiance. Dire que le PS se situe à droite, c'est s'interdire l'unité d'action et donc laisser le champ libre à la bourgeoisie qui saura orienter la social-démocratie et les forces sociales qu'elle représente vers la collaboration de classes.

Cette divergence de vue explique aussi partiellement l'incompréhension que vous manifestez à l'égard de la politique d'unité conflictuelle menée par le PSU avec les « écologistes ».

Sur le parti communiste français

Vos analyses du PCF, en dehors de la question de l'unité, appelle de nombreuses remarques. Non seulement vous dites qu'il « s'identifie fondamentalement et intimement à la classe ouvrière » mais vous allez jusqu'à ajouter que la « classe ouvrière ne peut se désolidariser du PCF sans compromettre son rôle révolutionnaire ». Cela nous conduit tout droit au « Parti de la classe ouvrière et à « son rôle dirigeant ».

Cette analyse me paraît d'autant plus fautive que le PCF définit une politique de

« démocratie avancée » et non pas de transition au socialisme et qu'il recherche des alliances de classes plus « anti monopolistes » (« Union du peuple de France ») qu'« anticapitalistes ». En fonction de votre analyse du PCF, le regroupement de « la gauche non communiste » (PSU-CERES) que vous souhaitez risquerait de n'être qu'un satellite du PCF.

La question du Goulag...

Il faut aussi aborder entre nous très franchement la question du Goulag. Vous la réduisez trop vite à une opération de « marketing anticommuniste » entreprise par l'état-major intellectuel de la bourgeoisie. Nous ne songeons pas à nier l'existence et l'efficacité d'une telle opération. Mais le Goulag existe et il n'est pas le produit des manipulations idéologiques de la bourgeoisie. Soljénitsine se situe à droite. Cela ne change rien au fait qu'à travers son œuvre, quelles que soient ses options personnelles, ce grand romancier dit la vérité. Seule la vérité est révolutionnaire et la solidarité de classe implique non pas de se taire, mais au contraire de tout dire sur le Goulag. C'est d'autant plus vrai que le PCF lui-même ne considère plus cela comme une manœuvre anticommuniste bourgeoise ; on peut le faire sans compromettre l'unité d'action.

Derrière la question du Goulag, celle du socialisme est posée. Le Goulag n'est pas un accident géo-historique qui ternit le socialisme. Ce n'est pas une déviation. C'est le constat que les pays qui le connaissent ne sont pas des pays socialistes, ce que les PC occidentaux refusent encore d'admettre.

L'existence du Goulag, assimilé à la « transition socialiste » est l'un des obstacles les plus redoutables qu'il faut surmonter dans la construction de l'unité populaire anticapitaliste. Nous ne réussirons pas sans définir une autre perspective de transition au socialisme. Ce qui nous amène à la question de l'autogestion.

... et de l'autogestion

Vous vous méfiez à ce point de ce que vous appelez « la nébuleuse théorique autogestionnaire » que vous finissez par en faire aussi une opération réussie de « marketing anticommuniste » de la bourgeoisie. Il est vrai que le PS tente de récupérer cette aspiration et qu'il a marqué des points, y compris dans la CFDT. Mais l'autogestion est d'abord et avant tout l'aspiration générale dont sont porteuses les luttes anticapitalistes ouvrières et populaires dans et hors la production (femmes, cadre de vie, écologie, mouvements nationalitaires...), à l'Est comme à l'Ouest, depuis 1968.

Aujourd'hui, réaliser autour de la classe ouvrière un bloc social majoritaire anticapitaliste passe par la pratique des luttes pour le contrôle ouvrier et populaire et l'approfondissement théorique d'une stratégie de transition au socialisme par l'autogestion généralisée. C'est une réponse pratique et théorique à la question du Goulag.

Le PSU ne ménagera pas ses efforts pour rassembler, clarifier, élargir le courant encore « nébuleux » qui se reconnaît dans les perspectives autogestionnaires.

Vous appelez à la fusion immédiate du PSU et du CERES dans la perspective de l'éclosion d'« une gauche non communiste », partenaire du PCF.

Le PSU ne se prend pas pour le sel de la terre. Il est prêt depuis longtemps à accepter son propre dépassement afin de faire naître une grande force politique de masse et de classe pour les contrôles et l'autogestion socialiste.

Dans cette perspective, il est prêt à discuter avec le CERES et avec d'autres. Il est probable en effet que la rupture PCF-PS et les évolutions qu'elle déterminera serviront de révélateur à des forces importantes. Le PSU fera tout ce qu'il peut pour engager le débat avec elles. Il n'hésitera pas à aller jusqu'à mettre en cause sa propre existence si cela peut servir à faire apparaître un large pôle révolutionnaire autonome pour l'autogestion socialiste. Cette perspective ne se confond pas avec une simple fusion d'appareils (PSU-CERES).

Il reste que le débat que vous avez engagé est positif. Il est significatif du besoin ressenti par tous ceux qui veulent en finir avec le capitalisme en crise par le socialisme et qui veulent regrouper leurs forces. Il faut développer et élargir ce débat en procédant comme vous l'avez fait sans dissimuler les questions qui font problème, afin qu'il puisse trouver une issue positive.

Jean-Marie DEMALDENT ■

1) PH a publié de larges extraits du « document » rédigé par ce collectif. Voir Politique-Hebdo n° 283 et 284.

Vient de paraître
aux éditions Syros
dans la collection
« Points chauds »
Lip au féminin
18 F



et pourtant elle tourne

l'impasse chypriote

A Chypre, où la politique du fait accompli s'éternise, tout peut arriver, même l'inévitable

Pour la quatrième fois, l'assemblée générale de l'ONU a été saisie, le 1^{er} novembre, du problème chypriote qui n'a pas avancé d'un pouce depuis le dramatique été 1974. En effet la plupart des mesures décisives préconisées alors tant par le Conseil de sécurité que par l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies et rappelées à sept reprises jusqu'au 15 septembre 1977 (à propos de la menace de colonisation de Famagouste) sont demeurées jusqu'ici lettre morte, notamment celles qui ont trait au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République de Chypre, au départ immédiat des forces militaires étrangères et au retour des réfugiés — 200 000 Grecs sur 500 000 — dans leurs foyers. La Turquie et l'administration chypriote turque — c'est tout un en fait — du Nord de l'île occupée les ont superbement et parfois cyniquement ignorées.

Quant au dialogue intercommunautaire prévu par l'ONU pour reconstruire la charpente constitutionnelle de l'Etat, engagé dès décembre 1974, plusieurs fois inter-

rompu et repris dans l'intervalle, il s'est finalement enlisé en avril 1977 à Vienne, après les espoirs mis dans les deux rencontres historiques Makarios-Denktaş du début de l'année. Cependant la communauté grecque qui, malgré le rétablissement spectaculaire de son économie réalisé depuis l'invasion, sur les 60 % — les moins riches — du territoire où elle s'est regroupée, demeure en position d'infériorité négociatrice, face aux 40.000 militaires turcs stationnés dans le Nord et à leurs 350 chars d'assaut, avait été amenée à consentir

successivement, entre 1974 et 1976, de sérieuses concessions sur le plan constitutionnel, ayant fini par accepter la formule d'une « fédération bi-zonale » liée par un gouvernement central au pouvoir réel. La concession toutefois a été encore jugée insuffisante par l'administration chypriote turque — qui, le 13 février 1975, s'était unilatéralement proclamée « Etat fédéral chypriote turc » — et qui vise en fait à une confédération de deux Etats autonomes avec, pour sauver les apparences, un gouvernement central bi-partite — à égalité —, mais purement symbolique.

Cependant, la plus grosse pierre d'achoppement qui a fait capoter le dialogue cette année concerne l'étendue territoriale de la bi-régionalisation sur laquelle la partie turque n'a pas voulu s'engager. La partie grecque, elle, refuse d'étendre au-delà de 20 % - 24 % la zone des minoritaires (18 % de la population contrôlant actuellement 40 % du territoire) et revendique en outre une liberté totale de circulation et d'installation, à travers toute l'île, permettant aux réfugiés, s'ils le désirent, de rentrer dans leur région d'origine. Les Turcs, au contraire, semblent, aux dernières nouvelles, n'envisager que de minimes corrections de « frontière » dont bénéficieraient quelques villages de la riche plaine de la Mésavria et de la région de Larnaca ; quant à la ville moderne de Famagouste, elle ne serait pas rendue aux Grecs ; mais quelques milliers de réfugiés — de 15 000 à 25 000 — pourraient s'y réinstaller, sous administration turque, et plus tard peut-être sous co-administration gréco-turque. Ce serait alors cette troisième zone qu'évoquent ces temps-ci des journaux d'Ankara, tout en attribuant cette idée aux Américains, avec la menaçante perspective non plus seulement d'une dichotomie, mais d'une tritotomie de l'île infortunée dont la superficie est à peu de choses près celle du département de la Dordogne.

Quoique affaiblie intérieurement et extérieurement par la disparition de son prestigieux ethnarque Makarios, la communauté grecque, dans sa grande majorité, de la droite démocratique aux socialistes de l'EDEK* et aux communistes de l'AKEL*, est bien résolue à dire non à cette inacceptable dislocation et à refuser inlassablement d'accepter le fait accompli.

On ne peut escompter par ailleurs aucun assouplissement spontané de la part de la Turquie officielle ; forte de sa présence militaire dans l'île cette dernière est persuadée que le temps travaille pour elle, grâce en partie à la colonisation de la zone occupée par des habitants importés d'Asie mineure (1). Seules de puissantes pressions exercées de l'extérieur — car le problème chypriote est un problème international et non pas, comme celui de l'Égée, un simple différend entre la Grèce et la Turquie —, pourraient faire fléchir l'intransigeance d'Ankara. Or, aucun espoir n'est à attendre de l'Occident qui, la France mise à part, se réfugie souvent dans une prudente abstention et qui, à Strasbourg, il y a quelques jours, a enterré, pour neuf mois au moins,



l'examen du terrible et accablant rapport de la commission des Droits de l'Homme sur les atrocités commises à Chypre depuis juillet 1974 par l'envahisseur turc. Quant aux Etats-Unis, après les belles promesses électorales de Carter, non suivies d'effet, relayés par l'Allemagne de l'Ouest dont le chef d'état-major est fortement actif ces temps-ci à Athènes, puis à Ankara, ils se contenteraient visiblement de quelques concessions limitées, comme preuves de la « bonne volonté » turque, pour lever l'embargo sur les ventes d'armes à la Turquie décidée à l'automne 1974 par le Congrès américain. L'objectif n° 1 étant bien entendu de replâtrer au plus vite les lézardes ouvertes il y a trois ans dans la ligne OTAN du Sud-Est méditerranéen.

C'est le scénario qui paraît en cours de préparation pour les mois à venir, une fois passée les élections législatives grecques du 20 novembre et sans doute les élections présidentielles chypriotes de février 1978, là où, comme vient de le déclarer Caramanlis au *Times* de New-York (26 octobre), les Etats-Unis auraient pu depuis longtemps, en montrant quelque fermeté à l'égard de la Turquie et en ne cédant pas à son chantage sur les bases, l'amener à engager dans les vingt-quatre heures des négociations substantielles sur le problème chypriote. Enfin l'Union soviétique, qui soutient officiellement les thèses du gouvernement chypriote et a même lancé l'idée d'une conférence internationale pour le règlement du problème, ne montre pas pour autant un empressement extrême à prendre des initiatives concrètes, soucieuse elle aussi de ménager l'important voisin turc et estimant sans doute dans l'immédiat que la prolongation de la crise affaiblit le camp atlantiste en Méditerranée orientale, perspective toutefois qui est loin d'être certaine, à longue échéance.

En fait, seules des pressions conjuguées des deux super-puissances sur la Turquie pourraient débloquent le problème. La situation actuelle ne constitue pas seulement un cas d'injustice flagrante à l'égard d'un Etat. Si, en s'éternisant, elle devait offrir à l'aventurisme turc une seconde tentative et au désespoir des chypriotes l'occasion de recourir à la résistance armée, elle constituerait en outre une nouvelle menace pour la paix au Proche-Orient. Les hommes de gauche qui en France militent pour cette paix songent aussi à lutter parallèlement, mieux : conjointement (2), pour la survie de la République souveraine, indépendante, non alignée et démilitarisée de Chypre.

Roger MILLIEX ■

(1) L'opposition turque de gauche condamne formellement cette politique expansionniste, assortie d'une resurgence du fanatisme musulman.

(2) Une motion votée le 27 octobre par la troisième commission politique de l'ONU associe réfugiés palestiniens et réfugiés chypriotes.

• EDEK : parti fondé en 1969 par Vassos Lyssarides, très lié aux partis socialistes arabes du Proche-Orient, il a recueilli aux élections du 5 septembre 1976 10,65 % des voix (4 élus). L'AKEL, dont le secrétaire général est E. Papaioannou, est sans doute la force politique la mieux organisée de l'île, et aussi la plus puissante. Très proche de l'Union soviétique, l'AKEL regroupe en territoire occupé de nombreux militants d'origine turque ; aux dernières élections il a recueilli 30,59 % des voix (9 élus) (NDLR).



Photo DR

Irlande : le laboratoire de la répression

Dans les ghettos d'Ulster, l'armée anglaise et la police terrorisent les catholiques ; les prisonniers des mouvements de résistance sont traités comme des criminels ; et la solution au problème de l'Irlande du nord n'avance pas...

Depuis huit ans, le gouvernement, l'armée anglaise et la police du Royal Ulster Constabulary (RUC, presque intégralement protestante) ont expérimenté différents moyens pour briser la résistance des partis républicains et socialistes d'Irlande : depuis l'internement sans procès dans les prisons de Long Kesh et Armagh, jusqu'aux techniques de « saturation » des quartiers catholiques par l'armée anglaise en passant par la torture des prisonniers, le renforcement des groupes paramilitaires protestants loyalistes, le black out total des médias sur les activités de la résistance ou au contraire la propagande tendant à les faire passer pour une mafia de terroristes et enfin le retrait du statut de prisonniers politiques aux combattants de la résistance.

La saturation des ghettos consiste à brutaliser des habitants des quartiers catholiques pris au hasard des patrouilles par l'armée anglaise pour les écarter de la résistance. Ainsi, Sean Simpson, 18 ans, arrêté avec d'autres personnes à la sortie d'un club catholique le 12 août : « J'ai été sorti par l'armée et jeté dans une jeep. Les soldats ont commencé à me frapper avec des bâtons sur les genoux et les coudes (...) Ils ont arrêté les jeeps et nous ont jeté face contre terre sur le bord de la route. Les autres types ont été jetés à côté de nous. Les soldats se sont groupés autour de nous et ont commencé à nous frapper avec des bâtons sur la tête, dans le dos, sur les bras et les jambes... » Et aussi James Unsworth, 21 ans, agressé dans la rue le 17 octobre : « battu à coups de poings, de bottes et de crosses de fusil... 8 points de suture, sur différentes blessures à la tête... ». Les dépositions de ce genre se comptent par dizaines.

Quant aux interrogations, Léo Marlin,

23 ans, témoigne des deux jours de torture qu'il subit les 12 et 13 août : « quand la Saracen (blindé) a démarré, ils ont commencé à me frapper dans le dos, sur la tête et les jambes : (...) à Fort Monagh, ouest Belfast, j'ai été traîné par les cheveux dans une cellule en béton ; je pouvais entendre une fille hurler dans la cellule voisine. Ils m'ont fait mettre le front contre le mur et ils m'ont frappé sur les jambes et dans le dos ; puis entre les jambes par derrière (...) Quand l'un d'entre eux me sauta dessus à pieds joints, je m'évanouis ».

La Grande-Bretagne a été reconnue coupable de torture par la Cour internationale des Droits de l'Homme de Strasbourg en 1976.

230 prisonniers des mouvements de résistance continuent à refuser les vêtements carcéraux les assimilant à des criminels et sont en conséquence nus sous une couverture. Ils réclament le rétablissement du statut de prisonniers de guerre supprimé fin 1975. La Grande-Bretagne continuera-t-elle longtemps à masquer par ce genre de procédé le fond du problème : l'indépendance de l'Irlande ?

Bernard DELPECH ■

Un comité de défense des prisonniers politiques irlandais s'est créé. Ses buts : la restitution du statut politique retiré en 1972 aux prisonniers irlandais ; la suppression des législations d'exception contraires aux lois internationales et à la convention des droits de l'homme. Pour tout contact : Jacques Cazelle, 52, rue des Meuniers 75012 - Paris.

Tour d'information sur l'Irlande du 20 nov. au 4 déc. : étapes : Rennes, St-Brieuc, Grenoble, Lyon, Brionne, Paris. Contact : « Irlande Libre », Philippe Camo, 2, place de l'Abbaye 94000 Créteil.

négociations ensableés

Les Algériens ont du pétrole et du gaz naturel qu'ils livrent à la France. Les Mauritaniens du fer qu'ils exportent à Dunkerque. Les Marocains des phosphates (la moitié des réserves mondiales) qui contiennent un chouïa d'uranium qu'Hassan vendrait volontiers à Paris, et une puissance militaire formidable qui n'a rien à refuser aux franco-américains et permet de se faire respecter du Maghreb tout entier.

Et voilà pourquoi les négociations Chayet s'ensablent au Sahara sarhaoui.

Certes Giscard peut supporter — ce ne serait pas la première fois — quelque tension avec Alger qui soutient le Polisario et ne veut à aucun prix d'une extension au Sud de son dangereux voisin marocain ; mais aller jusqu'à la rupture serait fâcheux — depuis des mois qu'on se décarcasse, au Quai, pour rabibocher les médiocres relations entre les deux capitales !



Mécontenter Rabat — qui convoite et le Sahara sarhaoui et une bonne portion de la Mauritanie ? Uranium et stratégie militaire française en Méditerranée et au Maghreb l'excluent radicalement.

Laisser choir Ould Daddah, alors ? Surtout que le Monsieur n'apparaît pas comme un bastion très sûr entre convoitises senghoriennes au sud et concupiscences hassaniennes au nord. Oui mais, qui garantira la route du fer de Nouakchott à Dunkerque ?

Bref, Giscard est coincé. Lui restent il est vrai deux cartes :

— celle du bluff militaire ; mais ce n'est pas une carte, c'est une brème : les Marocains seraient réservés ; et l'opération ne donne globalement pas très bonne mine à la démocratie libérale avancée — avancée jusqu'à Marrakech et Zouérate.

— celle des droits de l'homme, bafoués n'est-ce pas dans cette histoire de techniciens et coopérants faits prisonniers par le Polisario. Mais, même au poker menteur, peut-on jouer simultanément la carte de l'intervention militaire et celle du cœur sur la main ?

Ce serait quand même un comble !

C.D. ■

Djibouti : survivre

« La guerre, vous l'avez créée en ne tenant pas compte de nos nations », a dit, à New-York, le président Hassan Gouled, président de la République de Djibouti, pour l'admission de son pays aux Nations-Unies. Il parlait aux grandes nations occidentales, et aussi aux dynasties lointaines de rois éthiopiens qui ont construit leur empire sur le modèle de l'Occident.

Le chef de ce petit Etat coincé entre la Somalie et l'Ethiopie, et prisonnier de « protecteurs » un peu trop attentionnés pour être parfaitement honnêtes (la France, l'Arabie saoudite) sait de quoi il parle. Depuis le mois de juin dernier, 300 travailleurs du chemin de fer Addis-Djibouti et 1200 dockers sont au chômage (ce qui représente 12 % de la main-d'œuvre active employée). Le pays ne reçoit plus de vivres frais, et ne peut

compter pour ravitaillement que sur les livraisons par voie maritime. Et plusieurs milliers de Somalis ont fui les combats de l'Ogaden, s'ajoutant aux réfugiés déjà entrés à la suite des opérations de l'armée éthiopienne en Erythrée. En outre, le pays a subi ces derniers jours des pluies torrentielles : nouveaux problèmes de ravitaillement et d'abris pour les sinistrés...

Une seule retombée positive de ce conflit pour le petit Djibouti : la guerre aux alentours de Dire-Dawa, la capitale du Harrar éthiopien, a entraîné une perturbation dans les livraisons quotidiennes de « khat » — cette herbe euphorisante mâchée à longueur d'après-midi par une partie des Djiboutiens mâles : le gouvernement en a profité pour interdire définitivement la vente de cette drogue.

Mais la drogue constituait un produit de substitution : contre la chaleur torride, pour oublier le chômage, la misère, l'impuissance. Il faut donc trouver d'urgence « autre chose » : du travail et de la dignité pour les cent mille pauvres qui peuplent le grand bidonville du Magala, à Djibouti. Des crédits et des hommes pour décentraliser au plus vite l'ancienne administration, et démontrer aux nomades que « ce n'est plus comme avant ». L'argent arrive : de France, d'Arabie saoudite, d'Irak, des organismes internationaux. Il ne faudrait pas qu'il soit capté à la source par la fonction publique et le vieux système de corruption sociale qui s'est mis en place sous la colonisation, et qui a la peau dure...

Ph. M. ■

* A l'appel des Amitiés France-Djibouti et d'une dizaine d'autres organisations, les fonds (en espèces) pour les réfugiés à Djibouti sont collectés par la CIMADE, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris, CCP 408 887-Paris (mentionner « Djibouti »).

Colloque DOM-TOM

Un colloque organisé par le Collectif des chrétiens pour l'autodétermination des DOM-TOM aura lieu le samedi 19 novembre, de 9 h à 19 h, à la CIMADE, 176, rue de Grenelle - 75007 Paris. Thème : « Demain, quelle politique pour les DOM-TOM ? », avec notamment la participation de P. Vergès, secrétaire général du Parti communiste réunionnais.

Z.voyages 13, rue du vert bois 75003 Paris

Tél : 278.68.36-278.64.01

UNE AGENCE DE VOYAGES

- Qui considère que le tourisme est aussi un instrument de lutte,
- qu'il peut aider à une meilleure compréhension des peuples, au rapprochement des individus, à l'édification d'une société nouvelle.
- Aller vers l'autre, tout en préservant le besoin de repos, de détente nécessaire à chacun d'entre nous...

PLUSIEURS FORMULES

Week-ends : En SOLOGNE, à AMSTERDAM, à LONDRES de 09 à 300 F.

Neige : SKI de FOND, à partir de décembre 680 F/semaine ou 250 F/week-end

Transport : New-York : 1500 F - Delhi : 2300 F - Alger : 820 F

Séjours au soleil : Brochure détaillée et fiches techniques sur demande.

ET DES CIRCUITS POLITIQUES

Albanie : 2250 F pour 15 jours **Algérie** : 1550 F pour 10 jours

Yougoslavie : 2210 F pour 15 jours **Catalogne** : 1500 F pour 15 jours.

Cor. Lic. A 842

Chirac : la fringale du pouvoir

Du service public au service de soi-même...

Depuis 1962, année où il fait son entrée dans les allées du pouvoir au service du Premier ministre d'alors, un certain Georges Pompidou, Jacques Chirac a gravi tous les échelons du pouvoir. A l'exception du plus élevé, le seul précisément qui lui importe réellement : la présidence de la République.

Calvaire ou chemin de Damas ? Voire ! Son itinéraire ressemble davantage à celui d'un requin marteau qu'à l'ascension d'un archange promu aux plus hautes fonctions par le mérite ou un sens particulièrement vif du service public. Retracer pour ceux qui l'auraient oubliée la carrière fulgurante de Jacques Chirac, tel est précisément le travail à tous égards passionnant auquel vient de se livrer un ancien collaborateur du *Canard enchaîné*, Henri Deligny (1).

Le seul objectif que connaisse Chirac est de grimper, grimper et encore escalader les marches du pouvoir. Son ascension depuis quinze ans ne doit rien au hasard, tout à la manigance, aux tactiques florentines, voire aux trahisons les plus viles.

Le féal de Pompidou

D'abord féal de Pompidou, Chirac s'installe en Haute-Corrèze à partir de 1967 pour n'en plus partir (au prix des plus invraisemblables acrobaties électorales), devient un ami de V. Giscard d'Estaing quand son ancien maître sombre dans la maladie, torpille avec le bonheur et l'acharnement qu'on sait la candidature de son « compagnon » Chaban pour enfin annexer l'UDR avant de retourner contre son allié d'un moment un RPR expurgé, assaini et dévoué corps et biens à son nouveau patron.

Georges Pompidou a dit un jour publiquement de lui : « Si je lui demande de creuser dans la nuit un tunnel entre mon domicile du quai de Béthune et Matignon, Chirac trouvera le moyen de le faire. Demain, à 9 h 15, il sera à la sortie du tunnel en train de m'attendre, la mission accomplie. » Aucune besogne ne le rebute pour assouvir sa fringale de pouvoir. La manière dont il « tient » sa circonscription de Haute-Corrèze est de nature à donner le vertige aux meilleurs spécialistes du marketing politique. En campagne électorale per-

manente, Chirac n'y néglige aucune personne ou couche susceptibles de lui apporter soutien et suffrages. L'administration locale est littéralement à son service pour ne pas dire à ses pieds. Le service public est pour Chirac le service de soi-même et accessoirement celui des autres, à condition que ledit (petit) service puisse aider à sa propre ascension. Au gouvernement, il dirige ses propres services avec la même rigueur. « Tantôt à Matignon, Chirac accorde les dérogations et tantôt rue de Rivoli, il éponge les dettes du fraudeur. Assurément dans les deux emplois, il est impayable. »

La pression et la pitié

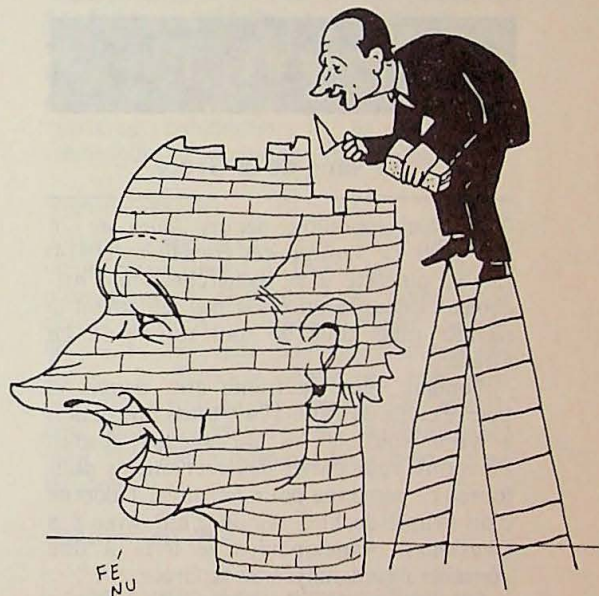
Qu'un haut fonctionnaire prenne partie contre lui dans son fief de Chiraquie, le voilà muté rapidement vers une province moins hospitalière. C'est que notre député-maire-ancien-Premier-ministre ne se contente pas d'être efficace. Autoritaire, il aime l'éloge : caractériel, il ne souffre que faiblement la vérité et a fortiori hait la critique. Un journaliste du *Monde* qui s'était contenté d'exercer son métier en racontant une tournée de Chirac sur ses plate-bandes corréziennes se vit justement apostrophé par ce dernier dans les couloirs de l'Assemblée nationale : « Vous êtes un voyou, je vous ai fait confiance, vous avez cherché à me nuire. C'est moi qui vous casserai les reins. » Mieux, quand le *Canard enchaîné* révéla son goût pour les vieilles pierres du Château de Bity et ses acrobaties fiscales, Chirac s'essouffla pour essayer d'étouffer l'affaire ; ce qui amena la rédaction du *Canard*, fort amusée par un aussi magistral coup d'épée dans l'eau, à écrire « qu'au lieu de faire pression, il a fait pitié. »

Autoritaire, mais faible jusqu'à en « perdre les pédales » pour une sombre histoire de château ! Derrière les qualités de Jacques Chirac, et non des moindres, un goût inné pour les grandes idées de notre temps. Classé dixième à la sortie de l'ENA, son péché mignon, au dire d'un journaliste de *France-Soir*, « ce sont les romans d'espionnage de Josette Bruce (« OSS-117 ») et de Gérard de Villiers (« SAS »). Une vingtaine de ces volumes sont d'ailleurs éparpillés sur la table de chevet et la cheminée de sa

chambre à coucher. » On le voit, Chirac est un grand esprit.

On ne tire pas sur une ambulance

Comment fabriquer un animal politique, comment se servir d'une circonscription pour assouvir une soif inextinguible de pouvoir, comment enfin manipuler les honneurs et les idées pour arriver au seul but qui importe, Jacques Chirac ou la fringale du pouvoir répond à toutes ces questions et à bien d'autres encore. Le résultat est véritablement atterrant. Il vaut pour Chirac, mais probablement pour les autres féaux de l'actuelle ci-devant minorité présidentielle. Cependant, le bonheur tactique du maire de Paris a fait long feu depuis que s'est ouverte une nouvelle ère de désunion de la gauche. Cet échec est autant le résultat d'une inculture, que Sanguinetti qui s'y connaît en formules heureuses aurait pu qualifier « d'encyclopédique » que d'un curieux manque de flair politique pour un requin de la trempe de Chirac, au surplus puissamment conseillé par des éminences grises de la valeur d'un Pierre Juillet ou d'une Marie-France Garaud. Certes, on ne



tire pas sur une ambulance. Mais, on attend le jour où le maire de Paris accusera Georges Marchais de haute trahison...

Il reste que l'analyse d'Henri Deligny est conduite avec une remarquable minutie. Et puis, elle vaut pour bien d'autres animaux du cirque politique. Ceux que recèle la gauche par exemple ! Une seule excuse est de n'avoir pu, à l'écart du pouvoir depuis tant d'années, donner toute la mesure de leur fringale de pouvoir. Mais cela est une autre histoire. Qui reste à écrire.

Michel ETIENNE ■

(1) Chirac ou la fringale du pouvoir par Henri Deligny, Paris, éd. Alain Moreau, 445 pages.

le plus simple et le plus savant

Une histoire de barrage.
Barrage entre riches et pauvres, entre illusions
et réalités, entre jeunes et vieux, passé et
avenir, vie et mort. C'était un roman facile et dru ;
c'est, au théâtre, une pièce dure et sophistiquée.

Un plateau largement ouvert. Au centre, une table et quelques sièges. Un piano dans un renforcement. Aux deux extrémités, deux pupitres pour deux récitants. Cette plantation dépouillée jusqu'à l'extrême est le cadre où prend forme *L'Eden-Cinéma*, la dernière pièce de Marguerite Duras, montée par Claude Régy.

Il y a vingt ans, Marguerite Duras écrivait *Barrage contre le Pacifique* : l'obstination d'une ancienne institutrice, pianiste

quelque temps à l'*Eden-Cinéma* de Saïgon, puis propriétaire d'une concession tellement imprégnée d'eau de mer que rien n'y pouvait pousser. Elle n'a cessé d'y construire des digues, constamment détruites. Française de vieille souche et d'éducation, la mère ne voulait jamais croire au manque d'intégrité du système colonialiste français, jusqu'au dessillement d'avant la mort. Mais, près d'elle, ses enfants éprouvent un tel besoin de vivre et de sortir de leurs marais

pourris qu'ils dansent par avance sur le cadavre du vieux monde.

Sur le plateau du Théâtre d'Orsay, cette histoire ancienne prend la forme du théâtre-récit. Longtemps, le théâtre adapté du roman a cru nécessaire de dramatiser. Cette dramatisation des situations du monde, particulièrement des tensions politiques, aujourd'hui fait fiasco. Il faut trouver d'autres formes. Il est intéressant de voir une osmose s'établir entre le théâtre le plus simple qui soit, celui qui se pratique à *Théâtre ouvert* où, sans costume ni décor, des comédiens tentent de faire apparaître les lignes de forces d'une œuvre, et le théâtre le plus savant, comme le séculaire *Bunraku* du Japon.

L'Eden-Cinéma emprunte à ce dernier sa mise en évidence des différents niveaux de la narration. Deux récitants (Catherine Sellers et Michel Lonsdale), lisant dans de grands livres, disent la vie et les paysages de ce petit coin de la colonie. Les comédiens, souvent muets, expriment ou indiquent (étonnante construction physique du personnage de la mère par Madeleine Renaud), tandis que le piano, improvisant sa valse, toujours la même, comme autour d'un film muet, crée le climat émotionnel.

C'est une tentative, mais chargée de pouvoirs. S'y cherche tout un théâtre qui, par rapport aux autres arts, veut entrer en pleine possession de ce qui n'est qu'à lui.

Dominique NORES ■

cinéma

Le sang de la Grèce

Théo Angelopoulos, depuis *Jours de 36* (1972) et *Le Voyage des comédiens* (1974) est un cinéaste à la recherche d'une mémoire. Mémoire qui n'est pas seulement la sienne, mais celle de tout un pays : La Grèce.

Pendant plus de trente ans, depuis la guerre civile de 1946-1949, toute une nation a vécu sous la loi du silence absolu. Personne pour parler des événements douloureux ; personne pour retrouver l'identité d'un peuple déchiré. Aujourd'hui, avec *Les Chasseurs*, Angelopoulos se livre à une véritable psychanalyse de la Grèce.

Le film se déroule autour du cadavre ensanglanté d'un maquisard d'hier que l'on retrouve aujourd'hui, intact, au cours d'une partie de chasse organisée par des bourgeois dans le Nord enneigé de la Grèce. Symbole évident : le corps saigne encore, car le pays ne connaît pas de cicatrices sur ses trop grandes blessures. Dès cette découverte, le film bascule dans le mélange des temps. Visiblement gênés par ce mort qui les agresse, les notables se livrent à un curieux cérémonial en revivant leur passé et leurs angoisses cachées, et en essayant de se justifier. Toute l'Histoire de l'après-guerre sort alors des oubliettes, parsemant ce long retour en arrière fantomatique de scènes célèbres : élections truquées de 1958, assassinat de Lambrakis en 1963... Pour évoquer la réalité, Angelopoulos n'a pas choisi le réalisme. Il est grec, et le langage de la



Photo DR

Grèce, lorsqu'on parle de choses graves, c'est la Tragédie ; d'où un style tout en épure, sobre, lent : un décor nu et blanc, très esthétique, et la présence de *Chœurs* pour crier la douleur jamais éteinte.

Les Chasseurs, dure trois heures. Durée nécessaire ? C'est vrai qu'on ne met pas à

nu le mensonge et le sang cachés, en dix minutes. Ou lenteur lassante et laborieuse ? Je ne le pense pas, mais...

Fabian GASTELLIER ■

Salles : Saint André des Arts (326 48 18) en VO.

un week-end comme les autres

Fortune, Cuba, tango, Maeva, boxe, Bouvard, immigrés, débiles : la télé du week-end, c'est le complément du super-marché...

Parfois, l'oxygène vient comme ça, sans prévenir : à *Samedi et demi*, le 5 novembre, Louis Bériot traitait de la « fortune des Français ». Evidemment, l'émission n'a plus le mordant de *Questions pour un samedi* qu'avait créé le même Louis Bériot à France-Inter, et qui était une sorte de *Vendredi* radiophonique. Mais il en reste une certaine vivacité. L'ennui, c'est que Robert Lattès, le « spécialiste » interrogé, n'y croyait pas, à la fortune des Français, ou plutôt ne la trouvait pas anormalement répartie...

Un peu plus tard, dans les *Jeux du stade*, un bon reportage sur le sport dans un pays socialiste : « Cuba si ». Pour une fois, le côté sportif ne fait pas l'impasse sur l'environnement, et même sur l'histoire ; et ce reportage qui alternait les films d'origine cubaine et des « prises » originales d'Antenne 2, posait tranquillement les rapports entre le sport et la révolution.

On pouvait bien sûr laisser tomber *L'homme qui valait 3 milliards*, *Spiderman*, ou *Cheri Bibi* — les séries chéries de TF 1 — et négliger la *Course autour du monde* (bien qu'elle aborde enfin le vrai voyage, et réserve des surprises). Et puis se composer un petit menu du soir : *Le dernier professeur de danse*, un télé-film hongrois très récent, très bien joué, très fin, très satirique, où l'on découvre que la Hongrie n'est plus ce qu'elle était. Une campagne en forme de far-west, et les villes à profil d'usines ; les grandes chevauchées sauvages, et la vie quotidienne à la coopérative ; la paroisse, le tango, le rock, et les jeunes qui foutent le camp ; deux générations qui se suivent, mais ne se ressemblent pas.

Sur le tard, on pouvait s'enfiler un peu de Polynésie : *Maeva*, sur FR 3, de François Reichenbach : manifestement un documentaire « payé », sans doute par un ministère ; bien léché, esthétisant, faisant la part belle au tourisme, à la francophilie ; et l'impasse sur l'opposition, les thèmes autonomistes, les expériences atomiques, la marine nationale...

Si on n'était pas dégoûté, on pouvait — pour finir — regarder officier ce cochon de Philippe Bouvard, dans le *Dessus du panier* : un cadre style « bordel de luxe pour nouveaux riches », avec piano sourd d'ambiance ; on libertine dans la vulgarité, et les

cabots-maison — Paul Meurisse, Jacques Chazot — font assaut d'esprit. Bouvard et ses monstres du Tout-Paris. Allusions hénauvement grivoises, et — pour finir — baiser public, payé cash, avec la complicité d'une zombie qui se prétend féministe. Ou encore, jeter un coup d'œil au match de boxe Valdès-Brisko, ou comment deux Nègres peuvent se tuer — et à coup sûr se tuméfient — pour un parterre de gros Blancs bien gras.

A nos frais

Dimanche matin, quand les autres chaînes transpirent la religion, il fait bon faire un tour du côté des immigrés, à FR 3 : après un tour d'horizon du Maghreb et du Portugal en bande d'actualités de chez eux (on s'y croirait, y compris dans le conformisme), *Mosaïques* — enregistré face au public — présente des chants, danses et contes de ces pays. Dimanche, on était à Lyon, et Guignol accompagné de Gnafron, voyageait au pays des Djellabah...

Et puis Karlin, troisième — et je crois, dernier — épisode : *Les hommes à la tâche* : ceux qui travaillent en usine, et les autres, les « irrécupérables » d'un centre d'aide au travail. Un reportage en profondeur, qui traque le « non dit », va au-delà des tics et des grimaces, interprète les borborygmes. Une émission qui pose sans cesse la question : quelle chance a-t-on donné à l'enfant qui est devenu ce « débile », cette « brute », attelés aujourd'hui au monde



hurlant des machines. Parfois cependant, Karlin se complait dans la longueur, fait des phrases, en fait dire d'un peu artificielles à ses patients, et semble se payer pour pas cher une petite psychanalyse « à nos frais ».

Attention ! Quelques rendez-vous : ne pas rater *Accident*, de Joseph Losey, le 16 (sur FR 3) ; *La vraie nature de Bernadette*, du Québécois Gilles Carle, le 18 (Ant. 2) ; la grève de Carmaux, aux *Samedis de l'histoire*, de FR 3, le 19 (un Lip à la fin du siècle

dernier remis en scène par Edmond Maire — mais oui ! — avec une quarantaine de comédiens et 300 figurants de la CFDT : on en reparlera... ; et *Huit-et-Demi*, de Fellini, le roi du délire, le 20 sur FR 3.

Ph. MARIELIE ■

MTS ROUES

Problème n° 38

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Horizontalement

I. Ne serait pas moins vert s'il était plus rouge. II. On n'aime pas les avoir à sa tête ; département. III. Un peu de rhum ; exécute. IV. Arrête tout. V. Bien moins blanche que son lait comme l'a montré Ziegler ; pie. VI. Issu ; sonnes. VII. Se croisent ou s'enroulent ; voyelle triplée ; VIII. Manque de contacts ; conjonction. IX. En vente ; ville allemande. X. Abandons de postes.

Verticalement

1. Des protecteurs ; tranche. 2. Collectiviste, dirait Barre. 3. Demi trot ; travaux d'ouvrières. 4. S'ajoutent au tiercé pour abrutir les gens ; à moitié. 5. Sigle ; de bas en haut : ne vaut pas grand-chose. 6. Usées. 7. Symbole renversé ; une telle colère, que tout en est retourné ! 8. On n'en peut plus ! ; direction. 9. Monopolisées, quoi ! 10. Vieux porteur ; les roberts chez Simonin.

Solution du n° 37

Une erreur s'est glissée dans les définitions du problème 37, au H IX il fallait lire « particules » au lieu de « particulier ». Toutes nos excuses.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	O	M	P	L	I	C	I	T	E
II	I	R	I	S		O		S	O	N
III	M	A	T	E	R	N	E	L	L	E
IV	E	N	T	A	I		B	E	E	R
V		E		C	D	R		S	N	
VI	M	A	R	C	H	A	I	S		A
VII	A	V	R		E	M	B	R	U	N
VIII	N	I	A	I	S			C	N	T
IX	I	O	N	S		G	O		I	E
X	E	N	D	O	L	O	R	I	E	S



Photo DR

Pauline JULIEN :

“Dis-leur que je suis en pleine forme, que je travaille fort et que j’ai envie de chanter...”

« C’est un spectacle que les femmes doivent voir au moins une fois. Les hommes peut-être deux... » Autant pour nous. « Quand les hommes seront plus fins... », poursuit Pauline Julien... « on les aimera. » C’est pas demain la veille ? Mais si, mais si. Suffira d’aller voir Pauline Julien — deux fois —, pour se dégrossir un peu. Au Palais des Arts, en alternance avec Bernard Haller, à partir du 15 novembre. Ou d’avoir été la voir à Besançon, ou d’avoir un rendez-vous avec elle le 12 novembre au Havre, le vendredi 25 à Seraing, le lundi 5 décembre à Chambéry, le jeudi 8 à Nanterre, le vendredi 9 et samedi 10 à Sartrouville, le jeudi 22 à Brest.

Son spectacle, Pauline y songe depuis deux ans, au moins. *Femmes de paroles* — avec un « s » chaque fois ajoute-t-elle —, c’est le nom de son dernier disque (Kébec Disc, distribution RCA) de son tour de chant aussi. « Ça implique beaucoup de choses, tu sais ».

— « D’abord c’est très beau », ajoute Madeleine Gagnon, une copine de Pauline qui sirote juste à côté, et qui a fait les paroles de quelques-unes de ses chansons (1).

— « La première partie — c’est P. Julien qui parle —, se compose de portraits : une dizaine, qui vont de 1890 à 1960. Des portraits dus à Michel Tremblay et François Cousineau, auteur et compositeur ». Portrait d’une Indienne qui fait, en 1890, le voyage à rebours des premiers colons. Portrait de celle qui, vers 1900, se révolte et préfère « l’argent pi les aigrettes » plutôt que de « laver des couches pleines de pissat ». Portrait de la victime de la crise de 29, portrait de la « sauceuse de chocolat », portraits de celles qui gagnent enfin, avec *Le bonheur* et *Réveil* : portraits d’un itinéraire collectif, de la soumission à la révolte, de la révolte à la conquête de ses droits.

« La deuxième partie c’est aujourd’hui. Ce ne sont plus des portraits alors, mais la parole : les femmes sont là et elles parlent : d’elles-mêmes, de leurs désirs, de leurs plaisirs, de leurs joies, de leurs rires. Deux très belles chansons d’Anne Sylvestre (avec qui Pauline projette une autre collaboration), « *Une sorcière comme les autres* » et « *Non, tu n’as pas de nom* » complètent ces « Femmes de paroles ». Tout cela dans une veine très douce, très tendre. « Les sorcières, c’est une Bible pour moi, une sorte de chanson cathédrale » conclut Pauline. ■



Photo DR